



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 36 du 17 novembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 novembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1437
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1437
CABINET.....	1437
Bureau des polices administratives.....	1437
Arrêté du 4 novembre 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées à Mme Claudine SIMON, domiciliée 9 promenade des Canaux à Nancy - Autorisation préfectorale n° 13/54.....	1437
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1437
Bureau des usagers de la route.....	1437
Arrêté du 24 octobre 2011 portant prorogation du mandat des membres visés à l'article 4 de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel.....	1437
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1438
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1438
Arrêté du 3 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Maxéville.....	1438
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1438
Arrêté du 24 octobre 2011 autorisant la création du syndicat d'aménagement urbain Chaligny - Neuves-Maisons.....	1438
Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 10 juin 2010 relatif à la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard.....	1440
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Meuse) du 9 novembre 2011 autorisant la dissolution du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon.....	1440
Arrêté du 9 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 7 juillet 2011, constatant la modification du périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Sud Meurthe-et-Moselle, suite à une erreur matérielle.....	1441
Bureau des procédures environnementales.....	1442
Arrêté n° 54-2010-00138 du 20 octobre 2011 autorisant la Communauté de Communes Moselle et Madon à rejeter les eaux pluviales de la zone d'aménagement concerté de Brabois Forestière à Chavigny.....	1442
Arrêté n° 54-2010-00156 du 28 octobre 2011 autorisant la SOLOREM mandataire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy à rejeter les eaux pluviales de la zone d'aménagement concerté de Bois la Dame à Tomblaine.....	1444
Arrêté n° 54-2011-28-NAV du 21 octobre 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, la société HOLCIM à remblayer deux plans d'eau sur le territoire de la commune de Vandières.....	1445
Arrêté du 14 novembre 2011 donnant acte à la Ville de Nancy de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température de Nancy-Thermal selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration.....	1448
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1448
Bureau de l'interministérielle.....	1448
Arrêté modificatif n° 11.BI.116 du 15 novembre 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	1448
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1449
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1449
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1449
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-099 en date du 2 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation de joint de chaussée sur OA A330-10.....	1449
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-100 en date du 3 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A33, par purges localisées entre les PR10+500 et 7+000, sens Strasbourg-Paris.....	1450
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-102 en date du 8 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement par purges de la couche de roulement de l'autoroute A33, sens Paris-Strasbourg, entre les PR 11+000 et 12+000.....	1452
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-107 en date du 10 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement des couches de roulement des bretelles de la liaison A31/RD611 dit « la queue de chat ».....	1454
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1456
DIRECTION GENERALE.....	1456
Arrêté N° 2011-432 en date du 8 novembre 2011 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	1456
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1460
Etablissements de santé.....	1460
Arrêté ARS/DT 54 N° 147/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	1460
Arrêté ARS/DT 54 N° 148/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	1460
Arrêté ARS/DT 54 N° 149/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544.....	1461
Arrêté ARS/DT 54 N° 150/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au service de soins de suite de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585.....	1461
Arrêté ARS/DT 54 N° 151/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	1461
Arrêté ARS/DT 54 N° 152/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	1462
Arrêté ARS/DT 54 N° 153/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1462
Arrêté ARS/DT 54 N° 154/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1463
Arrêté ARS/DT 54 N° 155/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1463
Arrêté ARS/DT 54 N° 156/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1464
Arrêté ARS/DT 54 N° 157/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1464
Arrêté ARS/DT 54 N° 158/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1465
Arrêté ARS/DT 54 N° 159/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1465
Arrêté ARS/DT 54 N° 160/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1465
Arrêté ARS/DT 54 N° 161/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1466
Arrêté ARS/DT 54 N° 162/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	1466
Arrêté ARS/DT 54 N° 163/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 540 000 361.....	1467

Arrêté ARS/DT 54 N° 164/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486.....	1467
Arrêté ARS/DT 54 N° 165/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224.....	1468
Arrêté ARS/DT 54 N° 166/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478.....	1468
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE	1469
Service produits de santé et biologie.....	1469
Arrêté n° 2011-399 du 19 octobre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » sise 9 quai Victor Hugo - 55000 Bar-le-Duc, enregistrée sous le n° 55-19.....	1469
Arrêté ARS ALSACE n° 2011-1075 / ARS LORRAINE n° 2011-407 du 20 octobre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 3 rue Louis Pasteur - 57200 Sarreguemines – Autorisation n° 57-100 - N° FINESS Entité juridique : 570024984.....	1470
Arrêté ARS n° 2011/417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	1471
Arrêté ARS n° 2011/418 du 26 octobre 2011 relatif à la modification de l'autorisation de pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy – Hôpital Central - N° FINESS Entité juridique : 54 000 207 8.....	1472
Arrêté n° 2011-420 en date du 27 octobre 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Pont à Mousson (54700) - Licence n° 54#001066.....	1472
Arrêté n° 2011-422 du 28 octobre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert H » sise 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130), enregistrée sous le n° 14.....	1473
Arrêté n° 2011-423 du 28 octobre 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 66 bis avenue Carnot - 54130 Saint-Max - Autorisation n° 54-50 - N° FINESS Entité juridique : 54 002 267 0.....	1474
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1476
Arrêté n° 2011-401 en date du 20 octobre 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1476
Arrêté n° 2011-402 en date du 21 octobre 2011 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1479
Arrêté n° 2011-403 en date du 21 octobre 2011 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1480
Arrêté n° 2011-404 en date du 21 octobre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1482
Arrêté n° 2011-405 en date du 21 octobre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1483
Arrêté n° 2011-430 en date du 7 novembre 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1485
Arrêté n° 2011-431 en date du 7 novembre 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1486
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1487
Arrêté N° 2011-DREAL-RMN-47 du 10 novembre 2011 autorisant la société SAS Pierre de Briey à Rosselange à déroger à l'interdiction de destruction, altération, dégradation d'aires de reproduction ou de repos de spécimens d'espèces animales protégées.....	1487
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1489
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1489
Arrêté n° 544/09/2011 du 6 septembre 2011 portant agrément de la société AUTOPI LORRAINE AUTOPARTAGE à Nancy en qualité de société coopérative d'intérêt collectif.....	1489
Arrêté n° 2011-01 du 4 novembre 2011 portant sur les conditions d'emploi des crédits 2011 de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi (APRE).....	1489
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE.....	1490
Arrêté du 10 octobre 2011 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1490
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1490
Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy Collectivités - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 1er avril 2011.....	1490
Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson - Délégation de signature du 1er septembre 2011.....	1491
SIP de Nancy Nord-Est - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 1er septembre 2011.....	1491
Trésorerie de Toul Collectivités - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 8 septembre 2011.....	1491
Arrêté du 15 septembre 2011 portant délégation de signature.....	1492
SIP de Nancy Sud-Est - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 14 octobre 2011.....	1492
Décision de délégation de signature du 2 novembre 2011.....	1492
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1494
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1494
Arrêté n° 333 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1990 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville.....	1494
Arrêté n° 334 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Fey-en-Haye.....	1495
Arrêté n° 335 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenuville.....	1496
Arrêté n° 336 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey-sur-Trey.....	1497
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/381, du 21 octobre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de Mont l'Etroit.....	1498
Arrêté 2011/DDT54/AFC/394, du 25 octobre 2011, fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2011.....	1498
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/395, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hoeville.....	1499
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/396, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Serres.....	1499
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/397, du 3 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Limey Remenuville.....	1499
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/398, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Franconville.....	1500
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1500
Arrêté du 7 octobre 2011 portant création d'une zone de protection de biotope des Mares de Saulxures-lès-Nancy et Tomblaine.....	1500
Arrêté N° 2011/10-1 du 24 octobre 2011 fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000.....	1502
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	1504
DIRECTION.....	1504
Arrêté du 9 novembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique.....	1504
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1504

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1504
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1504
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1504
Unité affaires transversales et contentieux.....	1504
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 51810 du 14 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye.....	1504
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 59894 du 14 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-et-Maizerais.....	1504
AUTRES SERVICES.....	1505
CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT.....	1505
Concours sur titres interne pour le recrutement de deux cadres de santé (filière infirmière) en date du 4 novembre 2011.....	1505

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau des polices administratives*

Arrêté du 4 novembre 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées à Mme Claudine SIMON, domiciliée 9 promenade des Canaux à Nancy - Autorisation préfectorale n° 13/54

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité, notamment les articles 20 et suivants ;
VU le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 relatif à la qualification professionnelle des dirigeants et à l'aptitude professionnelle des salariés des agences de recherches privées ;
VU le décret 2009-214 du 23 février 2009 modifiant la réglementation des activités privées de sécurité ;
VU la demande d'autorisation présentée par Mme Claudine SIMON, domiciliée 9 promenade des Canaux à NANCY (54000), pour l'exercice, à titre individuel, de l'activité d'agent de recherche privées ;
VU l'avis n° 11.A1558 du 19 septembre 2011 de la Commission de déontologie de la fonction publique ;
CONSIDÉRANT que Mme Claudine SIMON remplit les conditions de nationalité, d'aptitude professionnelle et qu'elle n'est pas frappée d'une des incapacités à exercer, mentionnées à l'article 22 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme Claudine SIMON, domiciliée 9 promenade des Canaux à NANCY (54000) est autorisée, à titre individuel, à exercer l'activité d'agent de recherches privées.

Article 2 : Mme Claudine SIMON devra s'abstenir, jusqu'au 12 février 2014, de toute relation professionnelle avec la circonscription de sécurité publique de Nancy.

Article 3 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet, est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à Mme Claudine SIMON,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au greffier du tribunal de commerce de Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 4 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des usagers de la route*

Arrêté du 24 octobre 2011 portant prorogation du mandat des membres visés à l'article 4 de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route et notamment ses articles R.221-1 à R.221-14, R.221-19 et R.224-12,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU l'arrêté ministériel du 7 mars 1973 modifié par l'arrêté ministériel du 16 août 1994 relatif aux commissions médicales départementales chargées d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs,
VU l'arrêté ministériel du 8 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,
VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2005 modifié le 31 août 2010 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec la délivrance ou le renouvellement du permis de conduire,
VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Le mandat des membres visés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 est prorogé jusqu'au 30 avril 2012. Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera transmise :

- au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer,
- aux sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,

- au directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
- au président du conseil départemental de l'Ordre des médecins,
- aux inspecteurs chargés des examens du permis de conduire,
- aux médecins membres des commissions médicales primaires départementales et de la commission médicale départementale d'appel.
Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Arrêté du 3 novembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de Maxéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de MAXEVILLE,
VU l'arrêté du 10 juin 2005 de nomination de M. Jean-Marc MULLER, Chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Melle Christelle MUNIER, gardien de police municipale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de MAXEVILLE pour percevoir le produit des amendes de police municipale,
VU la lettre du 15 septembre 2011, par laquelle le maire de MAXEVILLE propose la nomination de Melle Christelle MUNIER, Brigadier-chef principal de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Laurence VOGT, adjoint administratif, en qualité de régisseur suppléant de la régie d'Etat de police municipale pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale
VU l'avis de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 10 juin 2005 est abrogé.

Article 2 : Melle Christelle MUNIER, Brigadier-chef principal de police municipale de MAXEVILLE est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune de BAYON en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 3 : Melle Christelle MUNIER encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de MAXEVILLE.

Article 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 5 : Mme Laurence VOGT, adjoint administratif à la mairie de MAXEVILLE, est nommée en qualité de régisseur suppléant de Melle Christelle MUNIER.

Article 6 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Les autres policiers municipaux sont, le cas échéant, désignés mandataires.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de MAXEVILLE et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire aux régisseurs concernés.
Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 24 octobre 2011 autorisant la création du syndicat d'aménagement urbain Chaligny - Neuves-Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des collectivités suivantes :
- la commune de Chaligny en date du 25 septembre 2009 ;
- la commune de Neuves-Maisons en date du 9 octobre 2009 ;
qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) appelé « Syndicat d'aménagement urbain de Chaligny – Neuves-Maisons » ;
VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;
VU les statuts du syndicat ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Il est formé entre les communes de Chaligny et de Neuves-Maisons, un syndicat intercommunal qui prend la dénomination de « Syndicat d'aménagement urbain Chaligny – Neuves-Maisons ».

Article 2 : Le Syndicat a pour objet l'aménagement urbain du quartier partagé entre les deux communes comprenant les lieux-dits : Derrière Chemenez, Champ Voitel et Haut des Vaches.

Ce quartier aura une vocation d'habitat en priorité mais pourra intégrer également des services à la personne (services publics, commerces, tertiaire...). Ce quartier aura une vocation environnementale à préserver.

En conséquence, le syndicat pourra :

- Réaliser les études générales qu'il jugera nécessaires.
- Procéder à des études techniques préalables.
- Effectuer les opérations qu'il jugera utiles à la réalisation du projet
- Procéder aux acquisitions foncières
- Entreprendre les travaux nécessaires à l'aménagement
- Associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utiles, dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale.

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est fixé à la Mairie de Chaligny, 128 rue Edmond PINTIER à Chaligny (54230).

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 6 délégués titulaires.

Article 6 : Les fonctions de trésorier du syndicat sont assurées par le trésorier de Neuves-Maisons.

Article 7 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Chaligny et de Neuves-Maisons et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

STATUTS DU SYNDICAT D'AMENAGEMENT URBAIN CHALIGNY - NEUVES-MAISONS

En vertu et en application :

- De l'article L5712-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- De la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- De la loi modifiée du 06 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,

Il est formé entre les communes de CHALIGNY et de NEUVES-MAISONS, un Syndicat Intercommunal qui prend la dénomination de : SYNDICAT D'AMENAGEMENT URBAIN CHALIGNY - NEUVES-MAISONS

Article 1er : Champ d'action et attributions

Le Syndicat a pour objet l'aménagement urbain du quartier partagé entre les deux communes comprenant les lieux-dits : Derrière Chemenez, Champ Voitel et Haut des Vaches.

Ce quartier aura une vocation d'habitat en priorité mais pourra intégrer également des services à la personne (services publics, commerces, tertiaire...). Ce quartier aura une vocation environnementale à préserver.

En conséquence, le Syndicat pourra :

- Réaliser les études générales qu'il jugera nécessaire,
- Procéder à des études techniques préalables,
- Effectuer les opérations qu'il jugera utiles à la réalisation du projet,
- Procéder aux acquisitions foncières,
- Entreprendre les travaux nécessaires à l'aménagement,
- Associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utile, dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale.

Article 2 : Siège

Le siège du Syndicat est fixé à la Mairie de CHALIGNY, 128 rue Edmond PINTIER 54 230 CHALIGNY

Article 3 : Durée

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée dans le cadre de l'opération d'aménagement.

Article 4 : Ressources

Le financement du Syndicat sera assuré par la contribution des communes adhérentes conformément aux critères suivants :

- Chaligny : 50 %
- Neuves-Maisons : 50 %

Le syndicat peut conventionner avec l'une des deux communes pour assurer son fonctionnement (administratif et budgétaire). Il est par ailleurs précisé que le syndicat devra respecter les nomenclatures et procédures comptables propres à une collectivité de plus de 3 500 habitants.

Les recettes du Syndicat pourront être en outre constituées :

- Des subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région, du Département, des Communes, ou tout autre organisme ayant intérêt,
- Des sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des communes, des entreprises, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- Des produits des dons et legs,
- Des produits des emprunts,
- Des produits des cessions.

Article 6 : Administration

Le Syndicat fonctionne conformément aux dispositions prévues aux articles L 5212-I à L 5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales et applicables aux Syndicats de Communes.

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical composé de six délégués titulaires par commune élus par les Conseils Municipaux des communes associées.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par le Comité Syndical.

Il est précisé qu'un compte-rendu d'activité sera présenté régulièrement et soumis à délibération de chaque collectivité.

Les dépenses d'ores et déjà engagées par les communes sur ce projet (acquisitions ou études préalables notamment) seront intégrées aux dépenses du syndicat et donneront lieu, dès lors, à remboursement.

Article 7 : Durée des mandats

La durée des fonctions des membres du Comité suit le même sort que celui des membres de l'assemblée délibérante qui les a élus.

Article 8 : Bureau du Comité Syndical

Le Comité Syndical nomme en son sein un bureau qui comprendra au moins

- Un président,
- Un ou plusieurs vice-président(s).

Article 10 : Comptable du Syndicat

Le Comptable du Syndicat est Monsieur le Trésorier Principal de Neuves-Maisons

Article 11 : Règlement intérieur

Le Syndicat établira son règlement intérieur.

Article 12 : Divers

Pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 13 : Annexion des statuts

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la création des statuts du Syndicat.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour

Nancy, le 24 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 8 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 10 juin 2010 relatif à la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire (SIS) de Dieulouard ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 autorisant la dissolution du syndicat et fixant les modalités de dissolution ;

CONSIDÉRANT que les modalités de répartition, prévues par l'article 2 de l'arrêté précité, ne sont pas applicables sur le plan comptable du fait de la récupération totale par la commune de Dieulouard de l'actif du SIS et qu'une nouvelle clef de répartition doit être appliquée ;

VU la lettre du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle en date du 18 octobre 2011 demandant au préfet de prendre un arrêté complémentaire validant un tableau rectificatif tenant compte de cette nouvelle répartition ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le 1er alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard est remplacé comme suit :

« Le syndicat reverse aux communes membres du syndicat l'excédent de trésorerie, selon le mode de calcul appliqué pour les contributions communales à savoir :

- 80% des dépenses au prorata du nombre d'élèves de chaque commune,
 - 20% des dépenses au prorata de la valeur du potentiel fiscal de chaque commune,
- selon un tableau approuvé joint en annexe. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice générale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le tableau annexé fixant la répartition de l'excédent de trésorerie est consultable en préfecture à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Meuse) du 9 novembre 2011 autorisant la dissolution du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 8 et 18 novembre 1961 autorisant la création du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon ;

VU la délibération u du comité syndical du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon en date du 16 avril 2010 proposant la dissolution du syndicat ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon en date du 17 décembre 2010 décidant de répartir l'actif du syndicat au prorata des élèves transportés ;

CONSIDÉRANT que, suite à la reprise de la compétence "transport scolaire" par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à compter de la rentrée scolaire 2010, le syndicat n'a plus d'objet et peut être dissous de plein droit dans le respect des conditions édictées par l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Verdun en date du 8 juin 2011 ;

VU l'avis favorable du sous préfet de Briey en date du 8 septembre 2011 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : Le syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon est dissous.

Article 2 : L'actif du syndicat est réparti entre les communes membres, au prorata des élèves transportés conformément au tableau suivant :

COMMUNES	ELEVES	REPARTITION	POURCENTAGE
ALLONDRELLE LA MALMAISON	25	3/35	8.56%
BEUVEILLE	20	5/73	6.85%
CHARENCY VEZIN	26	4/45	8.90%
COLMEY	16	4/73	5.48%
DONCOURT LES LONGUYON	10	1/29	3.42%

EPIEZ SUR CHIERS	7	1/42	2.40%
FRESNOIS LA MONTAGNE	7	1/42	2.40%
GRAND FAILLY	8	2/73	2.74%
HAN DEVANT PIERREPONT	8	2/73	2.74%
MONTIGNY SUR CHIERS	9	2/65	3.08%
PETIT FAILLY	7	1/42	2.40%
PIERREPONT	32	8/73	10.96%
SAINT JEAN LES LONGUYON	19	3/46	6.51%
VILLERS LE ROND	4	1/73	1.37%
VILLETTE	8	2/73	2.74%
VIVIERS SUR CHIERS	28	7/73	9.59%
RUPT SUR OTHAIN	6	1/49	2.05%
ARRANCY SUR CRUSNE	16	4/73	5.48%
DUZEY	4	1/73	1.37%
NOUILLONPONT	5	1/58	1.71%
ROUVROIS SUR OTHAIN	11	2/53	3.77%
SORBÉY	5	1/58	1.71%
SAINT PIERREVILERS	11	2/53	3.77%
TOTAL	292	1	100.00%

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun ainsi que le président du syndicat scolaire public intercommunal de Longuyon sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des services fiscaux des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Cet acte fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 9 novembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le Préfet de la Meuse,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Arrêté du 9 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 7 juillet 2011, constatant la modification du périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Sud Meurthe-et-Moselle, suite à une erreur matérielle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.122-3, L122-5, R122-12 et R122-13 relatifs à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2006 publiant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Sud Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du SCOT du sud Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT que le libellé de l'article 1 de l'arrêté préfectoral précité doit être modifié suite à une erreur matérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de mon arrêté du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du sud Meurthe-et-Moselle est remplacé comme suit :

« ARTICLE 1ER : Est constatée, la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle comprenant les territoires des collectivités suivantes :

- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Communauté de communes du bassin de Pompey
- Communauté de communes du Toullois
- Communauté de communes du Lunévillois
- Communauté de communes du pays du sel et du Vermois
- Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson
- Communauté de communes de Moselle et Madon
- Communauté de communes de Colombey et du Sud Toullois
- Communauté de communes du val de Meurthe
- Communauté de communes du Grand Couronné
- Communauté de communes du Saintois
- Communauté de communes du Saintois au Vermois
- Communauté de communes du pays du Sânon
- Communauté de communes de Seille et Mauchère
- Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch
- Communauté de communes de la Vezouze
- Communauté de communes des vallées du Cristal
- Communauté de communes du Bayonnais
- Communauté de communes du massif de Haye
- Communauté de communes de la Mortagne
- Communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze
- Communauté de communes du Badonvillois
- Communauté de communes de Hazelle
- Communauté de communes du Grand Valmon
- Communauté de communes des Côtes en Haye

- Communauté de communes du Froidmont
- Communauté de communes de la pipistrelle
- Communauté de communes du Mirabée
- Communauté de communes du chardon Lorrain

et les 13 communes suivantes :

- Bratte, Gerbécourt-et-Haplemont, Houdreville, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saulxerotte, Vandières, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM les maires de communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale retenus dans le périmètre sont chargés de l'exécution du présent qui sera affiché, pendant un mois, dans les mairies des communes membres concernées et au siège des établissements publics compétents et dont mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans l'Est Républicain.

Nancy, le 9 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté n° 54-2010-00138 du 20 octobre 2011 autorisant la Communauté de Communes Moselle et Madon à rejeter les eaux pluviales de la zone d'aménagement concerté de Brabois Forestière à Chavigny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 11, R. 214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;
VU le code civil et notamment son article 640 ;
VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 17/09/2010, présenté par la communauté de communes Moselle et Madon, enregistré sous le n° 54-2010-00138 et relatif à la gestion des eaux pluviales ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation des travaux précités ;
VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairie de Chavigny ;
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 14 juin 2011 au 28 juin 2011 ;
VU l'avis favorable, le 15 juillet 2011, du commissaire enquêteur ;
VU le rapport du directeur départemental des territoires du 20 septembre 2011 ;
VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 octobre 2011 ;
VU l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 18 octobre 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Objet

La Communauté de Communes Moselle et Madon est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent arrêté, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre du dossier présenté pour l'aménagement de la zone d'aménagement concerté de Brabois Forestière à Chavigny.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la gestion, au traitement et au rejet des eaux pluviales issues de la zone d'aménagement concerté de Brabois Forestière.

La création de plans d'eau permanents ou non est également prise en compte.

La présente autorisation est uniquement délivrée au titre de la police de l'eau.

Article 2 : Rubriques concernées par les ouvrages et travaux

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration

Article 3 : Situation des ouvrages et travaux

Les travaux seront réalisés sur la commune de Chavigny.

Article 4 : Caractéristiques des ouvrages de travaux

La gestion des eaux pluviales dans la zone d'aménagement concerté sera réalisée conformément au projet déposé et soumis à enquête publique.

Les ouvrages liés à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté consistent en :

4.1 - Réseau de collecte :

Il sera de type séparatif à l'intérieur de la zone d'aménagement concerté.

Les sous-produits issus de l'entretien du réseau de collecte (refus de dégrillage, sables graisse, hydrocarbures) seront éliminés selon une filière réglementaire et adaptée.

4.2 - Traitement des eaux usées :

Les eaux usées seront acheminées vers la station de traitement de la communauté de communes Moselle et Madon située à Neuves Maisons afin d'y être traitées.

4.3 - Gestion des eaux pluviales :

La zone d'aménagement concerté intercepte un bassin versant extérieur de 287 ha.

Les eaux de voirie transitent dans des noues végétalisées positionnées le long des voiries puis sont acheminées vers le bassin de rétention par une canalisation de 1600 mm de diamètre. Ces ouvrages ont été calculés pour une pluie d'occurrence centennale.

Le bassin de rétention aura une zone de décantation de 0,40 m de profondeur facile à curer.

Il sera équipé d'une grille, d'une surverse, d'un bypass, d'une cloison siphonée, d'une vanne de régulation et d'une vanne de fermeture en cas de pollution accidentelle.

Une clôture périphérique sera mise en place pour des raisons de sécurité.

Le volume de ce bassin de 5000 m³ a été calculé pour stocker une pluie d'occurrence décennale.

Les eaux pluviales traitées permettront un abattement de 80 % des MES avant de se déverser dans le talweg du bois de la champelle au moyen d'une canalisation de 800 mm de diamètre pouvant transiter un débit de fuite de 1137 l/s.

La communauté de communes Moselle et Madon accepte de traiter et de stocker les eaux de ruissellement de chaque parcelle jusqu'à 50 % de la surface imperméabilisée.

La communauté de communes imposera un cahier des charges spécifique aux différents promoteurs agissant sur la ZAC. Ce cahier des charges imposera une rétention à la parcelle lorsque l'imperméabilisation dépassera 50 %.

4.4 - Plan d'eau :

Le bassin de rétention a une surface de 2530 m².

Article 5 : Mesures de sauvegarde

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire et tenus en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux et de la pêche.

Article 6 : Prescriptions générales pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

Article 7 : Prescriptions spécifiques

7.1 - Les travaux ne pourront démarrer qu'après la déconnexion physique du réseau d'eau potable de Chavigny de la source de la Faille. L'abrogation de la DUP s'y rattachant devra intervenir dans un délai maximum de six mois suivant cette déconnexion.

Un procès-verbal, établi par le maître d'ouvrage et constatant l'exécution de la déconnexion sera transmis à la direction départementale des territoires et à l'agence régionale de santé avant tout début d'exécution des travaux d'aménagement de la zone.

7.2 - Avant la réalisation des travaux, un dossier technique complet et un plan d'exécution devront être transmis au service police de l'eau. Ils comprendront la localisation des ouvrages et du point de rejet géoréférencés ainsi que les dimensions de chaque élément technique concourant à la gestion des eaux pluviales de la ZAC notamment le dispositif de rejet.

Article 8 : Contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Article 9 : Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 10 : Réserve du droit des tiers

10.1 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

10.2 - Le rejet dans le thalweg du bois de la Champelle est conditionné à l'accord des propriétaires.

Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 13 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- CHAVIGNY

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché en mairie de CHAVIGNY pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'en mairie de CHAVIGNY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon,

Une copie sera transmise pour information au directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est, à l'agence régionale de santé de Lorraine, au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle, au Président du conseil général de Meurthe et Moselle..

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Chavigny.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 54-2010-00156 du 28 octobre 2011 autorisant la SOLOREM mandataire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy à rejeter les eaux pluviales de la zone d'aménagement concerté de Bois la Dame à Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 11, R. 214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;
VU le code civil et notamment son article 640 ;
VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 25/05/2011, présenté par la SOLOREM NANCY, enregistré sous le n° 54-2010-00156 et relatif à la gestion des eaux pluviales ;
VU l'arrêté préfectoral du 09 juin 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation des travaux précités ;
VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairie de Tomblaine ;
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 27 juin 2011 au 18 juillet 2011 ;
VU l'avis favorable, le 31 juillet 2011, du commissaire enquêteur ;
VU le rapport du directeur départemental des territoires du 27 septembre 2011 ;
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 octobre 2011 ;
VU l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 24 octobre 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**Article 1er : Objet**

La SOLOREM mandataire par la CUGN est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent arrêté, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre du dossier présenté pour l'aménagement de la zone d'aménagement concerté de Bois la Dame à Tomblaine.
Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la gestion, au traitement et au rejet des eaux pluviales issues de la zone d'aménagement concerté de Bois la Dame.

La création de plans d'eau permanents ou non est également prise en compte.

La présente autorisation est uniquement délivrée au titre de la police de l'eau.

Article 2 : Rubriques concernées par les ouvrages et travaux

	Intitulé	Régime
	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Déclaration
	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation
	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration

Article 3 : Situation des ouvrages et travaux

Les travaux seront réalisés sur la commune de Tomblaine.

Article 4 : Caractéristiques des ouvrages de travaux

La gestion des eaux pluviales dans la zone d'aménagement concerté sera réalisée conformément au projet déposé et soumis à enquête publique.

Les ouvrages liés à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté consistent en :

4.1 - Réseau de collecte :

Il sera de type séparatif à l'intérieur de la zone d'aménagement concerté.

Les sous-produits issus de l'entretien du réseau de collecte (refus de dégrillage, sables graisse, hydrocarbures) seront éliminés selon une filière réglementaire et adaptée.

4.2 - Traitement des eaux usées :

Les eaux usées seront acheminées vers la station de traitement de la communauté Urbaine du Grand Nancy située à Maxéville afin d'y être traitées

4.3 - Gestion des eaux pluviales :

La surface de l'ensemble du projet et du bassin versant extérieur intercepté est de 57,6 ha (dont 0,9 ha de bassin versant extérieur).

Les stockages à la parcelle sont de type mixte : à casiers ou à ciel ouvert.

Les eaux de voirie transitent dans des noues végétalisées et des rivières sèches puis sont acheminées vers le réseau d'eaux pluviales.

Tous les ouvrages de retenue sont équipés de régulateurs de débit permettant de restituer un débit de fuite global de 170,1 l/s.

Le volume de stockage de l'ensemble de ces dispositifs est de 3494 m³ pour les espaces publics et 20188 m³ pour les espaces privés soit un total de 23682 m³.

Le volume de l'ensemble de ces ouvrages a été calculé pour une pluie d'occurrence centennale.

4.4 - Plan d'eau :

Le plan d'eau permanent à une surface de 4000 m² avec une hauteur d'eau permanente de 1,20 m correspondant à un volume de 4800 m³.

Une tranche de marnage de 0,40 m permettra de stocker les eaux excédentaires provenant du bassin versant. Il sera équipé d'une grille, d'une vanne de régulation (débit limité à 66 l/s) et d'une vanne de sectionnement en cas de pollution accidentelle.

Les 2 bassins de rétention ainsi que l'ensemble des noues et des divers stockages à la parcelle ont une surface de 11,43 ha.

Les bassins de rétention disposent d'une grille, d'une vanne de régulation et d'une vanne de sectionnement en cas de pollution accidentelle.

Les plans d'eau pour les espaces publics ont une surface de 1,74 ha et 10,09 ha pour les espaces privés.

La surface totale prise en compte est de 11,83 ha.

4.5 - Pompage de la nappe :

Pendant la phase de travaux, les fouilles et excavations seront épuisées par pompage de l'eau provenant de la nappe phréatique puis rejetées dans les réseaux d'eaux pluviales.

Article 5 : Mesures de sauvegarde

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire et tenus en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux et de la pêche.

Article 6 : Prescriptions générales pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

Article 7 : Prescriptions spécifiques

7.1 - Des mesures de traitements adaptés devront être programmées en période estivale pour enrayer la prolifération d'insectes dû aux nombreux plans d'eau sur l'ensemble de la ZAC.

Encas de prolifération d'indésirables, l'autorité sanitaire pourra imposer des prescriptions spécifiques.

7.2 - Le pétitionnaire devra intégrer dans les différents cahier des charges les mesures à mettre en œuvre pour réduire les nuisances sonores dû à la proximité de l'aéroport.

7.3 - Les nouveaux points de rejet des eaux pluviales devront être géoréférencés.

7.4 - Les eaux usées devront se rejeter dans le réseau unitaire existant acheminant ces eaux vers l'ouvrage d'épuration à Maxéville.

7.5 - Un dossier spécifique de régularisation au titre du code de l'environnement sera déposé pour la canalisation existante du Prarupt ainsi que l'ensemble des points de rejet existants.

Article 8 : Contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Article 9 : Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 10 : Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 13 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 15 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- TOMBLAINE

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché en mairie de TOMBLAINE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'en mairie de TOMBLAINE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société SOLOREM à Nancy et au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Une copie sera transmise pour information au directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est, à l'agence régionale de santé de Lorraine, au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Tomblaine.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 54-2011-28-NAV du 21 octobre 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, la société HOLCIM à remblayer deux plans d'eau sur le territoire de la commune de Vandières

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.122-1 à L.122-3, L.123-1 à L.123-16, L.211-1 à L.211-12, L. 214-1 à L. 214-6, R.122-1 à R.122-16, R.123-1 à R.123-46, R. 214-1 et suivants, notamment l'article R 214-23 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse (SDAGE) approuvé par le Préfet coordonnateur le 27 novembre 2009 ;

VU les décrets ministériels n° 56.909 et 56.910 du 10 septembre 1956 portant approbation du Plan des Surfaces Submersibles de la Moselle ;
 VU le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement présenté par le permissionnaire, la société HOLCIM, et enregistré au guichet unique le 25 mai 2010 ;
 VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 18 août 2010 ;
 VU l'avis de Voies Navigables de France en date du 3 septembre 2010 ;
 VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 10 septembre 2010 ;
 VU l'avis de la Direction des Territoires de Meurthe et Moselle en date du 15 octobre 2010 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2011 prescrivant une enquête publique du 20 juin au 8 juillet 2011 ;
 VU le rapport et les conclusions favorables de Monsieur le commissaire -enquêteur du 21 avril 2011 ;
 VU l'avis réputé favorable l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
 VU l'avis favorable du CODERST en date du 13 octobre 2011 ;
 VU l'avis favorable du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 19 octobre 2011 ;
 CONSIDÉRANT l'atlas des zones inondables de la Moselle présenté en 2006 ;
 CONSIDÉRANT que le dossier présenté est jugé complet et régulier ;
 CONSIDÉRANT que les impacts permanents des différents aménagements sur les écoulements et les milieux aquatiques sont compensés ou acceptables compte-tenu de leur faible importance ;
 SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Présentation de l'opération

La société HOLCIM est autorisée à procéder au remblai de deux plans d'eau situés sur le territoire de la commune de Vandières, au lieu dit « Le Breuil ».

La validité de cet arrêté est conditionné au respect de l'article 8.2 du présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'autorisation

En regard de la nomenclature tirée de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, les travaux sont soumis au régime de l'autorisation comme suit :

Rubrique visée	Désignation des activités	Régime
3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D)	Remblai dans le lit majeur sur une surface de 29 ha 52 a 49 ca	Autorisation
3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (D)	Remblai de plans d'eau sur une surface de 29 ha 52 a 49 ca	Autorisation

Article 3 : Caractéristiques des travaux à réaliser

Le site sera remblayé au moyen de remblais issus des chantiers de démolition et de terrassement du secteur. Ces matériaux auront subi un premier tri et ne devront présenter aucun risque de pollution pour la nappe phréatique.

Article 4 : Matériaux autorisés

Le remblaiement ne pourra être effectué qu'avec les matériaux inertes suivants :

- mortier, béton, béton cellulaire, rebus de ciment, briques (sauf briques réfractaires), tuiles, pierres, parpaings, agglomérés, céramiques, carrelage, sanitaires, gravats.
- matériaux naturels, sables, graviers, blocs rocheux, résultant de travaux publics et n'ayant pas fait l'objet d'une quelconque contamination au cours des travaux.

Les matériaux ne devront pas avoir une taille supérieure à 50 cm.

Article 5 : Phasage

Le remblaiement devra être réalisé strictement selon le plan de phasage présenté par la société HOLCIM et joint en annexe. Le pétitionnaire devra veiller à ce que les remblais soient strictement compensés par l'exploitation d'alluvions.

Article 6 : Ecoulement des débits pendant les travaux

Les stocks de matériaux ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des crues.

Article 7 : Autres prescriptions relatives à l'exécution des travaux

7.1 - Modalités générales d'exécution des travaux

Les listes des matériaux autorisés devront être affichées en permanence sur le site.

Le pétitionnaire devra prendre des précautions nécessaires pour trier les matériaux afin de constituer un stock de terre végétale permettant de reconstituer une couverture des matériaux de remblais inertes.

La procédure d'accueil et de mise en dépôt des matériaux sera conforme à celle décrite dans l'arrêté d'installation de stockage des déchets inertes.

Le registre d'enregistrement devra être présenté à chaque demande du service chargé de la police de l'eau.

Les matériaux seront préalablement réceptionnés et déchargés en cordon sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu. En aucun cas, les matériaux entrant sur le site ne pourront être déversés directement depuis le camion dans les bassins à remblayer.

Le service chargé de la police de l'eau pourra demander une analyse prouvant le caractère inerte sur tout matériaux présent sur le site. Cette analyse sera à la charge du pétitionnaire.

Tout chargement contenant des matériaux souillés ou non autorisés en remblais sera refusé, rechargé immédiatement puis réexpédié vers un centre de stockage approprié.

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de refus et alertera le service chargé de la police de l'eau en cas de découverte de matériaux non autorisés.

7.2 - Mesures relatives au milieu

Un dossier de demande de dérogation sur les espèces protégées devra être déposé en préalable à tout début de remblaiement.

Cependant, vu le faible enjeu sur l'étang sud (B) et considérant que le rythme de remblai sera assez lent pour permettre aux espèces de s'adapter, le remblai de cet étang pourra débuter selon le plan de phasage validé par la DREAL.

Le remblai sur l'étang B devra s'arrêter selon le plan de réaménagement prévu et préserver le coin sud ouest en eau pour conserver la roselière constituant un habitat de roussette turdoïde.

Le plan d'eau nord (A) ne pourra être remblayé que si les dérogations pour les espèces protégées sont obtenues par le pétitionnaire.

Le réaménagement prévoira des dépressions, des mares et une haie afin d'assurer un corridor écologique dans la vallée et de jouer un rôle tampon entre les zones agricoles et la rivière.

Article 8 : Délai d'exécution des travaux

Le remblai de l'étang sud (B) sera réalisé dans un délai de 12 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Si la demande de dérogation sur les espèces est acceptée, le délai sera prolongé de 10 ans pour le remblaiement de l'étang nord (A).

Le pétitionnaire devra prendre l'attache du service chargé de la police de l'eau dans le courant de la 10^e année afin de faire le point sur les suivis mis en place, et pour prendre des mesures correctives éventuelles pour la préservation des espèces.

Article 9 : Suivis environnementaux

La zone des suivis décrits ci-dessous couvre la zone située au nord du remblai de la LGV, compris entre le canal et la Moselle, et jusqu'au plan d'eau au droit du seuil de Vandières.

9.1 - Suivi des variations de la nappe

Un suivi du niveau piézométrique sera réalisé deux fois par an, afin d'appréhender tout impact sur la hauteur et l'écoulement de la nappe phréatique.

9.2 - Qualité de l'eau

Des puits de contrôle ou piézomètres sont mis en place à l'amont et à l'aval hydraulique de la gravière, en concertation avec le service chargé de la police de l'eau et après accord de l'inspection des installations classées.

Des contrôles mensuels sont réalisés ; ils portent sur les paramètres suivants :

- pH,
- conductivité,
- concentration en DCO,
- teneur en oxygène dissous.

Pendant toute la durée de l'exploitation, et pendant 3 ans après la fin du remblaiement, deux contrôles seront effectués chaque année (périodes de hautes eaux et de basses eaux) dans les piézomètres, afin de vérifier la qualité des eaux de la nappe. Un contrôle est également réalisé en préalable à tout remblaiement. Ils portent sur les paramètres suivants :

- pH,
- température,
- conductivité,
- concentration en DCO,
- teneur en oxygène dissous,
- Chlorures,
- Sulfates,
- Sodium,
- Nitrates,
- Nitrites,
- Ammonium,
- Hydrocarbures dissous,
- Métaux lourds,
- HAP.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau qui peut demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements d'échantillons.

Tous les résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant résultant de leur interprétation ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés.

9.3 - Avifaune

De manière à s'assurer que les espèces faunistiques délocalisées durant la durée des travaux se reportent bien sur les secteurs non touchés par l'exploitation, un suivi faunistique spécifique aux espèces sensibles est mis en œuvre par l'exploitant. Selon la présence ou l'absence de l'espèce concernée, la périodicité est annuelle ou bisannuelle.

Le service chargé de la police de l'eau et l'inspection des installations classées sont tenus informés de la réalisation de ce suivi.

Article 10 : Réaménagement final

Une fois remblayés, les terrains seront remis en état conformément au plan joint en annexe. Les aménagements écologiques prévus seront réalisés au fur et à mesure de l'avancement des remblais.

Article 11 : Contrôle des services de police de l'eau

Le permissionnaire facilitera les contrôles demandés par les services de police de l'eau et les informera en temps utile sur les évolutions des opérations de travaux, en particulier sur le calendrier d'exécution.

Article 12 : Surveillance et entretien des ouvrages

Le permissionnaire assurera la surveillance et l'entretien de l'aménagement. Par un entretien régulier, il veillera également à éviter toute pollution prévisible de la Moselle.

Article 13 : Mesures de sécurité publique

Toutes les dispositions seront prises par le permissionnaire, pendant et après travaux, pour assurer la sécurité des tiers aux abords des chantiers.

En cas d'accident, le permissionnaire appliquera les prescriptions définies à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, après mise en demeure du permissionnaire – sauf cas d'urgence – l'administration prendra les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 14 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 16 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de VANDIERES.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'en mairie de VANDIERES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe et Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Vandières pendant une durée minimale de 1 mois pour information.

Article 17 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le chef du service chargé de la police de l'eau et le directeur de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information :

- au Chef de la Mission Inter Services de l'Environnement du département de Meurthe et Moselle,
- au Directeur Régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Nancy, le 21 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 14 novembre 2011 donnant acte à la Ville de Nancy de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température de Nancy-Thermal selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment les articles L.163-1 et suivants,

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment les articles 43 et suivants,

VU le décret n° 78-498 du 28 mars 1978 modifié relatif aux titres de recherches et d'exploitation de géothermie,

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 43 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrains et à la police des mines et des stockages souterrains,

VU l'arrêté préfectoral n° 791 du 1er mars 1978 accordant à la Ville de Nancy un permis d'exploitation d'un gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal,

VU la déclaration de la Ville de Nancy en date du 2 février 2011, complétée le 6 juin 2011, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation du permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal,

VU le courrier en date du 13 juillet 2011 de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, informant la Ville de Nancy de la recevabilité du dossier ainsi complété,

VU les résultats de la consultation réglementaire,

VU les rapports et avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 7 novembre 2011,

CONSIDÉRANT l'absence d'impact sur les eaux du surface et souterraines et d'aléa affaissement,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la Ville de Nancy, dont le siège social se situe 1 Place Stanislas, 54000 NANCY, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy.

Article 2 : La Ville de Nancy adressera à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, dans un délai de six (6) mois, à compter de la notification du présent arrêté, en deux exemplaires, un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires de Laxou, Nancy, Villers-lès-Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Nancy et dont copie sera adressée pour information :

- au directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
- au directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- au directeur de l'agence régionale de la santé de Lorraine, délégation départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au général, commandant la région militaire de défense nord-est.

Nancy, le 14 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité*

Arrêté modificatif n° 11.BI.116 du 15 novembre 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.69 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.69 du 22 août 2011 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée aux sous-préfets de LUNEVILLE et TOUL, au directeur de cabinet, au sous-préfet chargé de mission, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 15 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-099 en date du 2 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation de joint de chaussée sur OA A330-10

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 21/10/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'information du CG54 ;

VU l'information de la commune de Ludres ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 31/10/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 21/10/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 5,138 sens Nancy /Epinal	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Réparation joints de chaussée en urgence	
PÉRIODE GLOBALE	Nuit du 2 au 3 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Coupure A 330 au niveau du PR 4,800 et sortie obligatoire échangeur n° 5	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy, CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	2 novembre 2011 21h à 6h	Panneau fermeture PR 2,950	Coupure A 330 sens 1 au niveau du PR 4,800 en amont de la bretelle Nancy-Ludres Vitesse limitée à 70 Km/h à partir du PR 4,300 jusqu'au PR 4,800 les usagers retrouveront la vitesse en vigueur dans la bretelle Nancy-Ludres	Déviations sortie bretelle Nancy-Ludres, traversée rue Pasteur et direction Epinal par la bretelle Ludres Epinal et section A 330 direction Epinal

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ludres ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Ludres.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de Freyssinet,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 2 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-100 en date du 3 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A33, par purges localisées entre les PR10+500 et 7+000, sens Strasbourg-Paris

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 21/10/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis de la commune de Fléville en date du 14/10/2011 ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 21/10/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 03/11/2011 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 21/10/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 10,500 au PR 7,000, sens 2, Strasbourg-Paris	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement PURGES	
PÉRIODE GLOBALE	Du 7 novembre au 9 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie rapide dans le sens Paris/Strasbourg, neutralisation de la voie rapide dans le sens Strasbourg/Paris, et basculement de la circulation du sens Strasbourg/Paris (VL + VR) sur la voie gauche du sens Paris/Strasbourg suivant les ITPC existants PR 10,600 et PR 6,850, soit une longueur de 3 750 mètres.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy, CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Du 7 novembre 2011 au 9 novembre 2011 2 nuits de 20h30 à 6h30	AK 5 A 33 PR 5,600 sens 1 AK 5 A 33 PR 11,800 sens 2 Basculement du sens 2 Strasbourg- Paris, sur le sens 1 Paris-Strasbourg, par les ITPC des PR 6,850 et 11,600	Neutralisation de la voie de gauche Neutralisation de la voie de gauche Vitesse limitée à 70 km/h en section courante et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	Itinéraire de déviation Croisement autoroutier A33/A330 Bretelle Strasbourg-Epinal A33, sens 2 Les usagers seront invités à prendre la bretelle Strasbourg-Nancy au droit de l'ITPC du PR 10,600, la section courante de l'A330 direction Nancy, la bretelle « centre commercial ZAC de Frocourt », la RD570, demi-tour sur le rond-point « Leroy-Merlin », la RD570 direction A330 et la bretelle ZAC de Frocourt-Epinal. Bretelle Nancy-Paris A330, sens 1 Les usagers seront invités à prendre la bretelle Nancy-Strasbourg, A33 direction Strasbourg jusqu'à l'échangeur n°3 de Fléville ZI, bretelle Nancy-Fléville, rue du Champ Moyen et rue de l'Erfurt, bretelle Fléville-Nancy où les usagers retrouveront la direction Paris permanente de l'A33. Bretelle Epinal-Paris A330, sens 2 Les usagers seront invités à prendre en amont de la bretelle fermée, la bretelle Epinal- Strasbourg, A33 direction Strasbourg jusqu'à l'échangeur n°3 de Fléville ZI, bretelle Nancy- Fléville, rue du Champ Moyen et rue de l'Erfurt, bretelle Fléville-Nancy où les usagers retrou- veront la direction Paris permanente de l'A33.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Fléville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Fléville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-102 en date du 8 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement par purges de la couche de roulement de l'autoroute A33, sens Paris-Strasbourg, entre les PR 11+000 et 12+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 28/10/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 08/11/2011 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 07/11/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 11,000 au PR 12,000 sens 1 Paris-Strasbourg	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement PURGES	
PÉRIODE GLOBALE	08 novembre au 09 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie droite dans le sens Paris/Strasbourg, neutralisation de la voie gauche dans le sens Strasbourg /Paris, et basculement de la circulation du sens Paris/Strasbourg (VL + VR) sur la voie gauche (rapide) du sens Strasbourg/Paris, suivant les ITPC existants aux PR 10,600 et 12,120, sur une longueur de 1520 mètres.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy, CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	08 novembre 2011	AK5 A33 PR 9,300 sens 1	Neutralisation voie de droite	Itinéraire de déviation Croisement autoroutier A33/A330 Bretelle Nancy-Strasbourg A330 accès A33 sens 1
	au 09 novembre 2011	AK 5 A33 PR 13,400 sens2	Neutralisation voie de gauche	Les usagers seront invités à prendre la bretelle Nancy-Paris, la section courante de l'A33 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2b, à prendre la bretelle Strasbourg/Neuves-Maisons, la RD 974 et la bretelle Nancy-Brabois/Strasbourg où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Strasbourg.
	de nuit de 20h30 à 6h00	Basculement du sens 1 Paris-Strasbourg sur le sens 2 Strasbourg -Paris par les ITPC des PR 10,600 et 12,120	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	Bretelle Epinal-Strasbourg Les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A330 jusqu'à la bretelle Epinal/Paris, puis à prendre la bretelle Epinal/Paris, la section courante de l'A33 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2b, à prendre la bretelle Strasbourg/Neuves-Maisons, la RD 974 et la bretelle Nancy-Brabois/Strasbourg où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Strasbourg.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,

- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
Moulins-lès-Metz, le 8 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-107 en date du 10 novembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement des couches de roulement des bretelles de la liaison A31/RD611 dit « la queue de chat »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 07/11/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis de la commune de Toul en date du 09/11/2011 ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 10/11/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 08/11/2011 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 07/11/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	Liaison A31 RD611 "Queue de chat"	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement	
PÉRIODE GLOBALE	14 novembre au 17 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Fermetures diverses bretelles	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy, CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	du 4 novembre 2011 au 15 novembre 2011 du 15 novembre 2011 au 16 novembre 2011 et du 16 novembre 2011 au 17 novembre 2011 de nuit de 20h30 à 6h30			<p>Itinéraire de déviation</p> <p>a-fermeture bretelle Nancy / Verdun</p> <p>Les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 jusqu'à l'échangeur de Valcourt, bretelle Nancy-Valcourt, RD 674 avenue du Général Bigeard, les grands moulins, RD 611 boulevard Aristide Briand, rue Saint Mansuy, avenue Albert 1er et rue de Verdun pour l'accès Verdun et Pont à Mousson.</p> <p>b-fermeture bretelle Paris / Verdun</p> <p>Les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 jusqu'à l'échangeur de Toul-centre, bretelle Paris/Toul-centre, RD 400 direction Gondreville, Bretelle Toul-centre/Paris, section courante de l'A31 jusqu'à l'échangeur de Valcourt, bretelle Nancy-Valcourt, RD 674 avenue du Général Bigeard, les grands moulins, RD 611 bd Aristide Briand, rue Saint Mansuy, avenue Albert 1er et rue de Verdun pour l'accès Verdun et Pont à Mousson.</p> <p>c-fermeture bretelles d'accès Toul-Croix Metz / Nancy de la RD611, et de la route de Villey Saint Etienne</p> <p>Les usagers seront invités à rester sur la RD 611, rue de Verdun, avenue Albert 1er, rue Saint Mansuy, boulevard Aristide Briand, ou les usagers retrouveront la signalisation permanente pour la direction Paris et Nancy.</p>

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Toul ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Toul.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE

Arrêté N° 2011-432 en date du 8 novembre 2011 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU la décision n°2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'agence régionale de santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, à Madame Marie-Hélène Maître, directrice générale adjointe, directrice de la stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

* A Madame Marie-Hélène MAITRE,

Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- A Madame le Docteur Arielle Brunner ; chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

- A Madame Gisèle Hurson ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

- A Monsieur Yann Kubiak ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

- A Madame Marie Réaux ; Responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

- A Madame le Docteur Annick Dieterling, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

Directrice de la Performance et de la Gestion du Risque, par intérim pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Performance et de la Gestion du Risque par intérim, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel Pierrat, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

- Monsieur Patrick Remy, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).

- Monsieur Jean-Louis Fuchs, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

- Madame Sabine Griselle-Schmitt, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

- Monsieur Raphael Becker, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.

- Monsieur Patrick Marx, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* A Madame Annie TOUROLLE, Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian Schaeffer, adjoint à la Directrice des Ressources Humaines et Madame Corinne Jue De Angeli, responsable de la GPEC et de la formation ; pour les questions relatives aux ressources humaines,

- Madame Marie-Reine Schmitt, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique,

- Monsieur José Robinot, chef de service des affaires générales, et Madame Catherine Willaume, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

* A Monsieur Patrick METTAVANT, Directeur des Services Financiers pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick Chaminadas, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick Mettavant et de Monsieur Patrick Chaminadas, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François Lallemand, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie Dimini, comptable.

* A Monsieur Serge MORAIS, Chef du Département de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, pour :

- Les décisions et correspondances relatives :

- * à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;

- * à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire ;

- * aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents du Département de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du Département de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia de Bernardi, adjointe au chef de Département de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences du département.

- Madame Michèle Hériat, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.

- Madame Sabine Rigon, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « Professions paramédicales », en ce qui concerne les formations paramédicales et à destination des sages-femmes, et l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes.

* A Madame Martine ARTZ, Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSE), pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Karine Théaudin, adjoint à la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale : en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.

- Madame Christine Meffre, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

* A Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAAT), pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux de santé, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAAAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Stéphanie Geyer, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

- Monsieur le Docteur Patrick Morvan, chef de département « Médico-social et réseaux de santé », en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.

Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :

- Monsieur Philippe Romac dans le département de la Meurthe et Moselle.

- Monsieur Michel Mulic dans le département des Vosges.

- Madame Chantal Kirsch dans le département de la Moselle.

- Madame le Docteur Eliane Piquet dans le département de la Meuse.

* A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique Courty, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel Mulic et de Madame Dominique Courty, leur délégation de signature sera exercée par Madame Valérie Bigenho-Poet, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine Gabrion, animateur territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Mademoiselle Lucie Tome, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David Simonetti, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul Charles Aubert, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul Charles Aubert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des animateurs territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :

- Monsieur Paul Charles Aubert, territoire de Metz-Briey
- Madame Chantal Roch, territoire de Thionville-Longwy
- Monsieur Guillaume Labouret, territoire de Sarrebourg-Saulnois
- Monsieur Etienne Guérain, territoire de Sarreguemines
- Madame Laure Polo Ravier, territoire du Bassin Houiller

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;
- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Robert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence Ziegler, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène Robert et Laurence Ziegler, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien Bacari, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène Metzeler, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire Koenig, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne Contignon, animateur territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne Contignon, animateur territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne Contignon, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise Bléry-Massinot, Animateur Territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline Prins, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline Prins, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie Bertrand, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile De Jong, Animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile De Jong, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme Malhomme, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Madame le Docteur Odile de Jong et de Monsieur Jérôme Malhomme, la délégation de signature qui leur est accordée sera exercée :

Dans le champ de l'animation territoriale par Madame Martine Ricard ou Madame Lamia Himer, Animateurs Territoriaux :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale par Madame Stéphanie Moniot, ingénieur d'études sanitaires :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations

* Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

* A Madame Chantal PAULUS, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 3 :

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;

- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes ;

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;

- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;

- les correspondances aux Préfets ;

- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;

- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;

- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 4 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 8 novembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS/DT 54 N° 147/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 78 260 865 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 148/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier de Saint Nicolas de Port est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 14 245 947 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 149/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de moyen séjour de Faulx est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 620 373 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 150/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au service de soins de suite de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du service de soins de suite de Flavigny sur Moselle est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 671 764 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 151/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 023 678 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 152/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 816 377 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 153/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixée à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 110 743 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 154/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 056 613 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 155/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 242 668 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 156/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 715 619 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 151 545 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 157/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 16 198 839 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 164 096 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 158/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Briey est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 924 956 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 668 679 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 159/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association hospitalière de Joeuf est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 620 195 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 316 141 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 160/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 190 909 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 161/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 937 387 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 97 151 734 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

686 147 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 147 367 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 162/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 205 757 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 163/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 540 000 361

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°184 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 5 531 € pour la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 5 531 €

- Crédits MIG : 5 531 € au titre de l'activité soins en cancérologie (3C)

- Crédits AC : 0 €

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 164/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°188 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 75 763 € pour la polyclinique Gentilly-Saint-Don.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 75 763 €

- Crédits MIG : 75 763 € au titre de l'activité et de la coordination du pôle soins en cancérologie (3C)

- Crédits AC : 0 €

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 165/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°189 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 32 333 € pour la polyclinique Majorelle.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 11 833 €

- Crédits MIG : 11 833€ au titre de l'activité soins en cancérologie (3C)

- Crédits AC : 0 €

A titre de crédits non reconductibles : 20 500 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 20 500 € au titre du renforcement de moyens ; +0.5 sage-femme pour les entretiens prénataux

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 166/2011 du 2 novembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°187 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 15 024 € pour la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 15 024 €

- Crédits MIG : 15 024 € au titre de l'activité soins en cancérologie (3C)

- Crédits AC : 0 €

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté n° 2011-399 du 19 octobre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » sise 9 quai Victor Hugo - 55000 Bar-le-Duc, enregistrée sous le n° 55-19

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n°2011-227 en date du 10 juin 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « SYNDIBIO » sise 9 quai Victor Hugo 55000 BAR LE DUC ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1473 en date du 27 juillet 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté ARS Lorraine n° 2011-398 / ARS Champagne Ardennes n°2011-919 en date du 19 octobre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire multisite sis 9 quai Victor Hugo 55000 BAR LE DUC ;

CONSIDERANT la demande présentée le 7 juillet 2011 par la société d'avocats Girault, Chevalier et Associés, au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée, SELARL « SYNDIBIO » dont le siège social est situé 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- La fusion absorption de la société SELARL « Laboratoire Xaille-Klein » par la société SELARL « SYNDIBIO » ;

- La nomination de Madame Elisabeth XAILLE POUSSIN et Monsieur Jean-Paul KLEIN en qualité de cogérants de la société SELARL « SYNDIBIO » ;

- La nomination de Madame Elisabeth XAILLE POUSSIN et Monsieur Jean-Paul KLEIN en qualité d'associés de la société SELARL « SYNDIBIO » ;

- Le retrait d'agrément de la SELARL « Laboratoire XAILLE-KLEIN » sise 98 Rue des Capucins - 55200 COMMERCEY ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'arrêté n°2011-227 du 10 juin 2011 susvisé portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » est modifié par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « SYNDIBIO »,

Siège social : 9 quai Victor Hugo
55000 BAR LE DUC

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » agréée sous le n°55-19, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC inscrit sous le n° 55-16 et implanté sur les six sites ci-dessous :

- 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC

- 25 rue Aristide Briand – 51300 VITRY LE FRANCOIS

- 2 rue Emile Giros – 52100 SAINT DIZIER

- 9 bis rue François 1er - 52100 SAINT DIZIER

- 24 Route de Behonne – 55000 BAR LE DUC

- 98 rue des Capucins – 55200 COMMERCEY

Biologistes coresponsables:

- Monsieur Philippe MONVOISIN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Joséphine LAHITETE, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Kim Eang TANG, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Benjamin LIMASSET, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Françoise ENOCH, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Jean-Pierre LAHITETE, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Pascal DUMUR, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Olivier CHENILLOT, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jean-Paul KLEIN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Elisabeth XAILLE POUSSIN, biologiste médical, Pharmacien

Biologistes médicaux :

- Madame Brigitte DELANOE, Pharmacien

- Madame Catherine NITCHE, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la présente décision soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine – Immeuble Les Thiers – 4 rue Piroux – CO 80071 – 54036 NANCY Cedex – pour le recours gracieux,

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « SYNDIBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meuse ;

et publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe et Moselle et Meuse.

Pour le Préfet de Meuse et par délégation,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS ALSACE n° 2011-1075 / ARS LORRAINE n° 2011-407 du 20 octobre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 3 rue Louis Pasteur - 57200 Sarreguemines – Autorisation n° 57-100 - N° FINESS Entité juridique : 570024984

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU la mention insérée au RAA portant renouvellement en date du 23 septembre 2007 de l'autorisation accordée au laboratoire Dory sis 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines pour l'exercice de l'activité biologique d'assistance médicale à la procréation sous la modalité de recueil et traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle et portant le renouvellement à prendre effet à partir du 23 août 2008 pour une durée de cinq ans.

VU l'arrêté n°2011-171 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « MEDILAB EST » dont le siège social se situe à Sarreguemines (57200), 3 rue Louis Pasteur, enregistrée sous le n°25 ;

CONSIDERANT le courrier transmis par la SELAS « MEDILAB EST » sise 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200) le 19 avril 2011 sollicitant l'ajout de l'activité d'assistance médicale à la procréation sur le site 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines conformément à l'autorisation susmentionnée ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 2 de l'arrêté n°2011-170 du 12 avril 2011 est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-100 sur les 7 sites suivants, ouverts au public (Numéro de FINESS EJ : 570024984)

1) 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200), Numéro FINESS ET : 570024992

Biologistes présents : M. Bernard DORY et M. Frédéric NOEL

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Pharmacologie- Toxicologie - Hématocytologie-Immunohématologie - Hémostase – Auto-immunité - Bactériologie – Parasitologie-Mycologie –Sérologie infectieuse – Spermiologie– Activité biologique d'assistance médicale à la procréation intraconjugale sous la modalité de recueil et traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle ;

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h45 à 18h,
le samedi de 7h à 12h.

2) 19, rue du Maréchal Foch à Bitche (57230), Numéro FINESS ET : 570025007

Biologiste présent : Monsieur Philippe MATHIS

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Pharmacologie-toxicologie –Hématocytologie – Hémostase – Bactériologie- Parasitologie-mycologie – Sérologie infectieuse – Virologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le samedi de 7h30 à 12h.

3) 39 rue de la Houve à Creutzwald (57150), Numéro FINESS ET : 570025015

Biologistes présents : Mme Simone TRINH et M. Maurice ZINS

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Pharmacologie- toxicologie - Hématocytologie – Immunohématologie - Hémostase – Bactériologie – Parasitologie-mycologie – Sérologie infectieuse – Virologie – Spermiologie – Tests d'Amplification génique et d'hybridation moléculaires.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

4) 19 rue Sainte Croix à Sarreguemines (57200), Numéro FINESS ET : 570025023

Biologistes présents : Mme Marie-Odile DE RUNZ et M. Jean-Paul SCHNEIDER

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée –Pharmacologie- toxicologie Hématocytologie-Hémostase – Bactériologie – Parasitologie – Mycologie – Virologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

5) 170 route de Lyon à Illkirch-Graffenstaden (67400), Numéro FINESS ET : 670015726

Biologistes présents : M. Raymond ZINS et Mme Martine FELTEN

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Hématocytologie-Hémostase – Allergie – Bactériologie – Parasitologie-mycologie – Sérologie infectieuse –Virologie – Spermiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h

6) 54 boulevard de la Redoute à Haguenau (67500) Numéro FINESS ET : 670015734

Biologistes présents : M. Philippe FRACHE, M. Philippe KIENTZ, M. Axel SCHNEIDER et Mme Fabienne PROST-DAME

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée- Pharmacologie-toxicologie - Hématocytologie-Immunohématologie - Hémostase - Bactériologie - Parasitologie-mycologie - sérologie infectieuse- Spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 17h.

7) 6 rue des Prémontrés à Haguenau (67500), Numéro FINESSE ET : 670015742

Biologiste présent : Mme Agnès IZRAELEWICZ

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée - Allergie - Hématocytologie - Immunohématologie - Hémostase - Sérologie infectieuse - Bactériologie- Virologie .

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Monsieur Raymond ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Martine FELTEN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Bernard DORY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric NOEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Simone TRINH, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Maurice ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe MATHIS, biologiste médical, Médecin,
- Madame Marie-Odile DE RUNZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe FRACHE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe KIENTZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Agnès IZRAELEWICZ, biologiste médical, Médecin,
- Madame Fabienne PROST-DAME, biologiste médical, Pharmacien,

Les fonctions de biologistes médicaux seront assurées par :

- Monsieur Axel SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – BP.1038 – 67 070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « MEDILAB EST »,

Dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas Rhin ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et du Bas Rhin.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace,

Laurent HABERT

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVISE

Arrêté ARS n° 2011/417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141- 7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-5, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté ARH n°03/07 du 5 janvier 2007 portant approbation de la convention constitutive du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'arrêté ARH n° 96/2009 du 13 août 2009 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention constitutive du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à l'adhésion de la Maternité Régionale de Nancy ;

VU l'arrêté ARH n° 97/2009 du 13 août 2009 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention constitutive du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy relatif à la modification de la convention constitutive, afin notamment de tenir compte du projet « STERILORR » et du fait que le GCS de l'Ouest Vosgien n'envisage pas de participer à ce projet ;

VU la demande de création d'une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux, déposée par M. l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens en date du 8 septembre 2011 ;

CONSIDÉRANT les conclusions définitives du rapport d'enquête diligentée le 26 août 2011 formulées par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique (PHISP) de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est autorisé à créer une PUI, sis au 33 rue Lionnois à NANCY (54000), ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux.

Article 2 : La PUI n'est autorisée à stériliser que les dispositifs médicaux en provenance des services du CHU – Hôpital Central, dans l'attente de la finalisation des documents formalisant son activité de stérilisation pour le compte de tous ses autres membres.

Article 3 : Le démarrage de l'activité est conditionné par la levée, par le GCS, des remarques formulées dans le rapport d'instruction du PHISP, notamment celles relatives :

- au respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur,
 - à l'obtention de garanties de sécurité et de qualité des opérations de pré-désinfection réalisées au sein du CHU de Nancy.
- Article 4 :** Un contrôle du fonctionnement de l'unité conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique et aux Bonnes Pratiques pourra être effectué par l'ARS. L'autorisation pourra être retirée si les conditions légales et réglementaires ne sont pas remplies.
- Article 5 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :
- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - Direction générale de l'offre de soins - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique,
 - devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière - 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.
- Article 6 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :
- à l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre hospitalier universitaire de Nancy
 - au Directeur général de l'AFSSAPS,
- et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2011/418 du 26 octobre 2011 relatif à la modification de l'autorisation de pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Hôpital Central - N° FINESSE Entité juridique : 54 000 207 8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L5126-2, R 5126-5, R 6111-18 à 21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;
VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
VU la licence d'exploitation de la pharmacie des Hospices Civils de Nancy n°140 du 24 décembre 1946 ;
VU l'arrêté ARH-DDASS 54 N°169/2009 du 14 août 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central - CHU Nancy, pour l'exercice de l'activité de stérilisation ;
VU l'arrêté ARS n°2011/417 du 26 octobre 2011 autorisant le Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à créer une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux.
CONSIDÉRANT que le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est autorisé de réaliser la stérilisation des dispositifs médicaux stériles pour le compte du CHU de Nancy - Hôpital Central à compter du 3 novembre 2011 ;
CONSIDÉRANT les conclusions définitives du rapport d'enquête diligentée le 26 août 2011 formulées par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation de la PUI du CHU de Nancy - Hôpital Central, sis au 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à NANCY (54000), pour son activité optionnelle de stérilisation, est modifiée comme suit :

- l'unité de stérilisation de Vidélanges est fermée à compter du 3 novembre 2011,
- l'unité de stérilisation de Neurosciences est autorisée à fonctionner jusqu'à la reprise de toute son activité par STERILORR, soit à compter du 12 janvier 2012,
- les unités de stérilisation des blocs ORL, Maxillo-facial et Heydenreich continuent l'ensemble de leur activité jusqu'au 12 janvier 2012. A compter de cette date et ce jusqu'en juillet 2012, elles réaliseront les étapes de lavage et de conditionnement des dispositifs médicaux stériles. A compter de juillet 2012, elles cesseront définitivement leur activité.

Article 2 : Le CHU de Nancy - Hôpital Central reste autorisé à réaliser une phase de pré-lavage des dispositifs médicaux, les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dite sont confiées à l'unité de stérilisation STERILORR du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, selon les modalités citées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - Direction générale de l'offre de soins - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière - 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy et au Directeur Général de l'AFSSAPS, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-420 en date du 27 octobre 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Pont à Mousson (54700) - Licence n° 54#001066

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 18 février 1991 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 469 située au 255 allée du Breuil sur la commune de PONT A MOUSSON ;
VU la déclaration d'exploitation n° 974 enregistrée le 18 juin 1996 pour une exploitation effective au 1er juillet 1996 par Monsieur Bernard GIROT de l'officine de pharmacie sise au 255 allée du Breuil 54700 PONT A MOUSSON ;
VU l'arrêté n°2011-263 en date du 6 juillet 2011 portant abrogation de l'arrêté n°2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie de Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le n° de licence 54#01059 ;
CONSIDÉRANT la demande présentée par Monsieur Bernard GIROT, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 255 allée du Breuil au 220 avenue Dunant à Pont à Mousson (54700), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 7 juillet 2011 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 25 juillet 2011 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 15 septembre 2011 ;
- L'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 3 août 2011 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 26 août 2011 ;
- L'avis défavorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 21 juillet 2011 ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies avec néanmoins quelques observations à respecter ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Pont à Mousson où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 14 333 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT que six officines sont installées sur la commune de Pont-à-Mousson ;

CONSIDERANT que l'officine « Pharmacie du Breuil » est excentrée du centre ville où sont installées les cinq autres officines de la commune ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 500 mètres de l'officine actuelle, sans se rapprocher de ses confrères ;

CONSIDERANT que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;

CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Bernard GIROT en vue de transférer son officine de pharmacie du 255 allée du Breuil à Pont-à-Mousson (54700) au 220 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n° 54#001066

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#000469 octroyée en date du 18 février 1991 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêt de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Bernard GIROT et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-422 du 28 octobre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert H » sise 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130), enregistrée sous le n° 14

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n°0928/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « Laboratoire Aubert H. », agréée sous le n°14 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 3 mai 2011 complétée les 20 juillet, 23 août, 30 août, 14 octobre et 26 octobre 2011, par la Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert H. » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fusion absorption de la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert J » dont le siège social se situe 22 rue des Carmes à Nancy (54000) ;
- la modification de la dénomination sociale de la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert H. » en SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert » ;
- la démission de Monsieur Etienne Georges de ses fonctions de directeur général de la SELAFA « laboratoire d'analyses de biologie médicale AUBERT J » ;
- la démission de Monsieur Hugues Lefebvre de ses fonctions de directeur général délégué et de biologiste coresponsable de la société ;

- la nomination de Monsieur Pierre Dederichs en qualité de directeur général de la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale AUBERT » ;
- la nomination de Mesdames Catherine Pierfitté née Romens, Marie-Christine Dederichs, et de Monsieur Pierre Bourdette en qualité de directeurs généraux délégués de la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale AUBERT » ;
- la nomination de Madame Catherine Pierfitté née Romens, Monsieur Pierre Bourdette et Monsieur Pierre DEDERICHS en qualité de biologistes coresponsables de SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale AUBERT » ;
- la nomination de Madame Emmanuelle DOTTO au titre de biologiste médical ;
- la transformation de 5 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 5 sites dont le siège social est situé au 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130) ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° DDASS/AES/MH/MC n°0928/08 du 29 août 2008 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert H. » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert »

Siège social : 66 bis avenue Carnot

54130 SAINT MAX

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme (SELAFA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert » agréée sous le n°14 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130), autorisé sous le n° 54-50 et implanté sur les 5 sites ci-dessous :

- 66 bis avenue Carnot - 54130 SAINT MAX
- 28 rue Saint Barthélémy - 54280 CHAMPENOUX
- Place Gérard d'Alsace - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- 22 rue des Carmes - 54000 NANCY
- 13 rue Blaise Pascal - 54320 MAXEVILLE

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Pierre DEDERICHS, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Etienne GEORGES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Catherine PIERFITTE, née ROMENS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Christophe FIORINA, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Christine DEDERICHS, née AUBERT, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Pierret BOURDETTE, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Emmanuelle DOTTO, née BODE, biologiste médical, Médecin

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert » 66 bis avenue Carnot 54130 SAINT MAX, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-423 du 28 octobre 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 66 bis avenue Carnot - 54130 Saint-Max - Autorisation n° 54-50 - N° FINESSE Entité juridique : 54 002 267 0

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n°0928/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert H », agréée sous le n°14 (ancien n° FINESSE entité Juridique : 540003985) ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2002 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130), enregistré sous le n° 54-50 ;

VU l'arrêté n°2011-422 en date du 28 octobre 2011 portant modification de l'agrément de la SELAFA « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert H », dont le siège social est situé 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130), enregistré sous le n°14 ;

VU le changement de dénomination sociale de la SELAFA « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert H » en SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert » ;

VU les arrêtés préfectoraux portant autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale désignés ci-après, se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale ;

CONSIDÉRANT la demande, présentée le 3 mai 2011, et complétée les 20 juillet, 23 août, 30 août, 14 et 26 octobre 2011, par la Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme (SELAFA) « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert H. » dont le siège social est situé 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130) ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fusion absorption de la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert » dont le siège social se situe 22 rue des Carmes à Nancy (54000) ;
- la nomination de Monsieur Dederichs, Monsieur Bourdette et Madame Pierfitte en qualité de biologistes coresponsables ;
- la nomination de Madame Dotto, en qualité de biologiste médicale ;
- la transformation de 5 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 5 sites dont le siège social est situé au 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130) ;

CONSIDÉRANT qu'il est précisé que Monsieur Hugues Lefebvre, médecin biologiste, a fait part à la société de son souhait de démissionner de ses fonctions de biologiste coresponsable à compter de la fusion des laboratoires ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités :

- par la SELAFA « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Aubert H » sise 66 bis avenue Carnot à Saint Max :
 - * Laboratoire de biologie médicale, 66 bis rue Carnot 54130 Saint Max, autorisé à fonctionner sous le n° 54-50 (ancien n° FINESS : 540003993) ;
 - * Laboratoire de biologie médicale, 28 rue Saint Barthélémy 54280 Champenoux, autorisé à fonctionner sous le n° 54-85 (ancien n° FINESS : 540009909)
 - * Laboratoire de biologie médicale, Place Gérard d'Alsace 54500 Vandoeuvre les Nancy, autorisé à fonctionner sous le n° 54-65 (ancien n° FINESS : 540003746)
- par la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médical Aubert » sise 22 rue des Carmes à Nancy :
 - * Laboratoire de biologie médicale, 22 rue des Carmes 54000 Nancy, autorisé à fonctionner sous le n° 54-33 (ancien n° FINESS : 540010832)
 - * Laboratoire de biologie médicale, 13 rue Blaise Pascal 54320 Maxéville, autorisé à fonctionner sous le n° 54-77 (ancien n° FINESS : 540019593)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert » (FINESS Juridique : 54 002 267 0) dont le siège social est situé 66 bis avenue Carnot à Saint Max (54130) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-50 sur les 5 sites suivants, ouverts au public :

- 1) 66 bis avenue Carnot – 54130 SAINT MAX
N° FINESS Etablissement : 54 002 268 8
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 et le samedi de 7h00 à 15h00
- 2) 28 rue Saint Barthélémy - 54280 CHAMPENOUX
N° FINESS Etablissement : 54 002 269 6
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 15h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h30
- 3) Place Gérard d'Alsace – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
N° FINESS Etablissement : 54 002 270 4
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h30
- 4) 22 rue des Carmes - 54000 NANCY
N° FINESS Etablissement : 54 002 271 2
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 13h30
- 5) 13 rue Blaise Pascal - 54320 MAXEVILLE
N° FINESS Etablissement : 54 002 272 0
Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Pharmacologie-toxicologie – Hématocytologie – Hémostase – Immuno-hématologie – Allergie – Auto-immunité – Bactériologie – Parasitologie-mycologie – Sérologie infectieuse – Spermiologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 20h30 et le samedi de 7h30 à 15h30
Urgences : 24h/24h

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Pierre DEDERICHS, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Etienne GEORGES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Catherine PIERFITTE née ROMENS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Christophe FIORINA, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Christine DEDERICHS née AUBERT, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Pierre BOURDETTE, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Emmanuelle DOTTO, née BODE, biologiste médical, Médecin

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy- 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAFA « Laboratoire de Biologie Médicale Aubert », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
 - Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
 - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-401 en date du 20 octobre 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011- 281 du 3 août 2011, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général CG 88)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguée Régionale UNAFAM)
En attente de désignation	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
En attente de désignation	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)

Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)

Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Délégue Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Délégue Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
En attente de désignation	En attente de désignation
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS (Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYMÉ (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région. Nancy, le 20 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-402 en date du 21 octobre 2011 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;
 VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2010-214 en date du 18 août 2010, portant modification de la composition de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la CRSA ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
--	------------------------------------

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

En attente de désignation	Frédéric GRAFF (Président les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Membre du bureau CODERPA des Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	en attente de désignation

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Président FNAIR LORRAINE)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - AIR Meuse)
--	--

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
-------------------------	-------------------------------

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF Moselle)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
--	---

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Norhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)
--	--

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME - FEHAP)
--	--

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;

Le Vice-président est M. Emmanuel HOCHSTRASSER.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 21 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-403 en date du 21 octobre 2011 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2011-104 en date du 11 mars 2011, modifiant la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
------------	------------

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Alex STAUB (Vice président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice président Conseil Général de la Moselle)
Jean-Marie MISSLER (Vice président Conseil Général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice président Conseil Général de la Meuse)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué départemental AIDES 54)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée régionale Association Grandir)
René MASSON (Fédération Nationale Association des Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS – Vosges)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)
---	---

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Philippe ZUNINO (CFE - CGC)	Elise CUVILLON (CFE – CGC)
Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (Administrateur FNARS)
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT NORD EST)
Jacques MARECHAL (Membre du Conseil d'Administration CAF57)	Blandine NEUMANN (Membre du Conseil d'Administration CAF 57)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère Technique Service Social Rectorat))
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin – Service Santé Travail du BTP)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef de Service PMI Metz Est)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Norihouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH. Verdun)
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSCO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)

Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers libéraux)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE

La Vice-présidente est Mme Muriel CONTE

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 21 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-404 en date du 21 octobre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-363 en date du 26 septembre 2011, portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
------------	------------

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice générale adjointe aux Solidarités CG 54)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général Moselle)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)	Philippe DAVID (Vice Président Communauté de Commune)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguée Régionale UNAFAM)
En attente de désignation	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice-présidente France Dépression Lor.)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT - M & M)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique - M & M)
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement - Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT - Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Luc LIVET (Conférence territoire Vosges) (EHPAD VAL D'AJOL)	Gregory AUBRY (Conférence territoire Vosges) (EHPAD SAULXURES SUR MOSELOTTE)
--	---

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)	Chantal SIBUE De CAIGNY (Représentant délégation régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
--	---

Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)
--	---

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
En attente de désignation	En attente de désignation
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur Maison de Retraite Gerbéviller)
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice l'Oseraie Laxou)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)

Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins

En attente de désignation	En attente de désignation
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 21 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-405 en date du 21 octobre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011- 309 en date du 23 août 2011, portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)

Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Titulaires	Suppléants
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME CHU Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Jean Pascal PAREJA (Président de la CME CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARMI)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicats Interdépartemental ONSSF)

Marc AYME (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh DHUNY (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 21 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-430 en date du 7 novembre 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010 - 244 du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux ;

ARRETE

Article 1er : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - * Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - * Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - * Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)	Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDAT (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
Philippe DAVID (maire d'Hayange 57)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy 54)

Maurice CLAUDEL (maire de Cornimont 88)	Guy VAXELAIRE (maire de La Bresse 88)
Guy VATTIER (maire de Briey 54)	A désigner
A désigner	A désigner

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-est – Directeur de la coordination régionale de la GDR)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PÎNEL (Directrice Adjointe)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Membre supplémentaire

- Le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 7 novembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2011-431 en date du 7 novembre 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-225 en date du 9 juin 2011, modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

ARRETE

Article 1er : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;

- Le représentant du préfet de région ;

- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :

* Le recteur de l'académie ou son représentant ;

* Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;

* Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;

* Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;

* Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

* Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;

* Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Jean-Claude PISSENEM (Conseiller Général Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)

Représentants des groupements de communes ou des communes	
Jean-François GRANDBASTIEN (Maire de Frouard 54)	Jean-Pierre LA VAULLEE (Maire de Guénange 57)
Bernard MULLER (Maire de Commercy 55)	Martial MIRAUCOURT (Maire de Givrauval 55)
Colette MARCHAL (Maire de Nomexy 88)	Véronique MARCOT (Maire de Xertigny 88)
Catherine LAPOIRIE (Maire de Ay-sur-Moselle 57)	En attente de désignation

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-est – Directeur de la Coordination régionale de la GDR)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Membres supplémentaires

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant ;

- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.
Nancy le 7 novembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

Arrêté N° 2011-DREAL-RMN-47 du 10 novembre 2011 autorisant la société SAS Pierre de Briey à Rosselange à déroger à l'interdiction de destruction, altération, dégradation d'aires de reproduction ou de repos de spécimens d'espèces animales protégées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à 5 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.86 du 22 août 2011 de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine

VU l'arrêté préfectoral 2011-DREAL-37 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature n°11/329 du 09 octobre 2011 ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par les Sablières DIER et les dossiers d'avril 2011 complétés par le dossier d'août 2011 présentés au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature ;

CONSIDÉRANT que le dossier d'autorisation exceptionnelle portant sur des spécimens d'espèces animales protégées relative au projet d'exploitation d'une carrière à BRIEY par l'entreprise SAS Pierre de Briey, a mis en évidence la présence de 35 espèces d'oiseaux protégés, 12 espèces protégées de chiroptères, 1 espèce d'amphibien et 1 espèce de reptile sur le site en projet d'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de solution technique pertinente et satisfaisante permettant d'éviter totalement la destruction des habitats des espèces concernés en raison de leur localisation géographique ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que le projet de création de carrière massive sur le territoire de la commune de Briey s'inscrit dans le schéma des carrières et présente un intérêt public majeur y compris de nature sociale et économique, et alors qu'aucune solution alternative n'est techniquement et/ou réglementairement réalisable à ce jour ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de destruction, altération et dégradation de sites de reproduction et d'aires de repos des espèces protégées cités au dossier se trouvent ici réunies ;

CONSIDÉRANT enfin que les mesures de suppression, de réduction d'impact et de compensations présentées par le pétitionnaire dans le dossier de demande de dérogation sont satisfaisantes pour permettre un maintien, dans l'état de conservation actuelle, de toutes ces espèces ;

SUR proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement :

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la société SAS Pierre de Briey – ZA de la vallée de l'Orne – 57780 ROSSELANGE en la personne de M. KRAWIEC Denis.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le mandataire cité à l'article 1er est autorisé à déroger à l'interdiction :

- de destruction, altération et dégradation des aires de repos et de reproduction d'Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Alouette lulu (*Lullula arborea*), Autour des palombes (*Accipiter gentilis*), Bergeronnette grise (*Motacilla alba*), Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), Buse variable (*Buteo buteo*), Coucou gris (*Cuculus canorus*), Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*), Fauvette des jardins (*Sylvia borin*), Fauvette grisette (*Sylvia communis*), Geai des chênes (*Garrulus glandarius*), Grosbec casse-noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolaïs polyglotta*), Mésange à longue queue (*Aegithalos caudatus*), Mésange bleue (*Parus caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Mésange noire (*Parus ater*), Mésange nonnette (*Parus palustris*), Milan noir (*Milvus migrans*), Pic épeiche (*Dendrocopos major*), Pic mar (*Dendrocopos medius*), Pic vert (*Picus viridis*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*), Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*), Sittelle torchepot (*Sitta europaea*), Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*) ;
- de destruction, altération et dégradation des aires de repos et de reproduction Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), Serotine commune (*Eptesicus serotinus*), Vespertilion de Daubenton (*Myotis daubentonii*), Vespertilion de Brandt (*Myotis brandti*), Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus*), Vespertilion à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), Vespertilion de Natterer (*Myotis nattereri*), Vespertilion de Bechstein (*Myotis bechsteini*), Grand murin (*Myotis myotis*), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Oreillard roux (*Plecotus auritus*), Oreillard gris (*Plecotus austriacus*) ;

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur la commune de Briey, dans le département de la Meurthe-et-Moselle, au droit de la carrière exploitée par la SAS Pierre de Briey, conformément au plan joint en annexe 1.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans les dossiers de demande de dérogation aux interdictions et sous condition notamment :

- l'ensemble des zones de délaissé périphérique seront maintenues en l'état ;
- le plan de phasage des travaux doit permettre le maintien d'au moins une partie des habitats présents, en ne travaillant pas au cours d'une même période sur la totalité de la surface concernée. Les décapages superficiels seront réalisés de manière progressive, phase par phase ;
- les interventions préparatoires (décapage, coupes d'arbres) seront réalisées, même plusieurs mois en amont si besoin, au cours du mois de septembre ;
- le réaménagement du site se fera au fur et à mesure de la clôture de chaque phase ;
- une zone de friche (herbacée / arbustive) de 0,5 à 1 ha, permettant de recréer un habitat favorable à plusieurs espèces de passereaux (Fauvette grisette...) ainsi que de papillons, et de diversifier les terrains de chasse pour les chiroptères (Grand murin...) sera mis en place ;
- le réaménagement proposé dans le dossier (cf plan joint en annexe 2) doit être ajusté si nécessaire et validé par le CSRPN avant sa mise en œuvre. Il prévoit notamment un reboisement important du site, mais intègre également des milieux plus ouverts allant des friches herbacées et / ou arbustives (Fauvette grisette, Grand Murin, Azuré de l'Ajonc...) à une dalle à nu laissée en recolonisation naturelle (retour possible de l'Alouette lulu). Une mare d'environ 250m² et suffisamment profonde (minimum 1 mètre) pour garantir la présence d'eau tout au long de l'année sera réalisée en fin de phase 3 sur la dalle à nu et un pierrier à reptiles viendra compléter ces aménagements ;
- 3 ha 92 d'habitats de vieillissement seront mis en place.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fera réaliser à ses frais :

- pendant 15 ans (à partir de l'autorisation), un suivi à chacune des trois phases de 5 ans prévu au projet. Ce suivi sera réalisé à la troisième et cinquième année de chaque phase et concernera les deux groupes faunistiques faisant l'objet de mesures, l'avifaune nicheuse diurne et les chiroptères en vol de chasse ainsi que pour l'entomologie ;
- les protocoles de suivis devront être validés par le CSRPN avant leur mise en œuvre ;
- un compte-rendu complet sera établi à l'issue de chaque phase et sera transmis à la DREAL Lorraine et au CSRPN.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté pendant 15 ans à compter de sa date de publication.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 3 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Soit :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. KRAWIEC Denis de la SAS Pierre de BRIEY ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

- * Madame la Sous-préfète de Briey,
- * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- * Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- * Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- * Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- * Madame le Ministre de l'Ecologie, du développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- * Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
- * Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- * Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 10 novembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Régional,

Par subdélégation,

La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels, par intérim,
Marie-Pierre LAIGRE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Arrêté n° 544/09/2011 du 6 septembre 2011 portant agrément de la société AUTOPI LORRAINE AUTOPARTAGE à Nancy en qualité de société coopérative d'intérêt collectif

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du commerce,

VU la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU l'article 36 de la loi n°01-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social, éducatif et culturel, insérant un titre II ter et un article 28 bis à la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU le décret n°2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif,

VU l'attestation du greffier du tribunal chargé de la tenue du registre du commerce et des sociétés constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces nécessaires à l'immatriculation de la société,

VU la demande d'agrément reçue le 30 août 2011,

CONSIDÉRANT que la société justifie du caractère d'utilité sociale des biens et des services d'intérêt collectif qu'elle se propose de produire ou de fournir,

ARRETE

Article 1er : La société AUTOPI LORRAINE AUTOPARTAGE, dont le siège social est situé 4 rue Callot 54000 NANCY, est agréée en qualité de société coopérative d'intérêt collectif.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : L'agrément peut être retiré pour des motifs tenant à la méconnaissance de l'objet social pour lequel la société a été agréée, des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou à une détérioration des conditions de son fonctionnement susceptible de mettre en cause son existence.

La décision portant retrait d'agrément ne peut intervenir qu'après que la société coopérative d'intérêt collectif a été mise à même de présenter ses observations sur les griefs retenus à son encontre.

Article 4 : La société coopérative d'intérêt collectif est tenue de communiquer, à la demande du préfet, ou à celle de l'autorité administrative dont relèvent les agréments, habilitations et conventions, ou les aides et avantages financiers directs ou indirects accordés, tous documents et renseignements relatifs à son activité, à son fonctionnement et à sa situation financière.

Elle est également tenue d'informer le préfet de toute modification de ses statuts ou de son objet social.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional Adjoint de la DIRECCTE de LORRAINE, le Directeur Départemental de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 6 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du Travail, des relations sociales et de la Solidarité (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

Arrêté n° 2011-01 du 4 novembre 2011 portant sur les conditions d'emploi des crédits 2011 de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi (APRE)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.262-32 ;

VU le code du travail, notamment ses articles L.5133-8 à L.5133-10 et R.5133-9 ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 relatif à la fixation de la fraction des crédits du Fonds national des solidarités actives consacrée à l'aide personnalisée de retour à l'emploi ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juin 2011 relative aux conditions d'emploi des crédits de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi (A.P.R.E.) ;

VU la circulaire interministérielle du 16 décembre 2010 ;

VU la convention d'orientation et d'accompagnement 01 juin 2009 ;

VU la délibération n° 62 de la commission permanente du 5 septembre 2011 du conseil général de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des crédits déconcentrés 2011 réservés au financement de l'aide personnalisée au retour à l'emploi (APRE) s'élève à 1 343 360 € pour le département de Meurthe et Moselle. Ces crédits visent à permettre aux bénéficiaires du revenu de solidarité active, soumis aux obligations prévues à l'article L.262-28 du code de l'action sociale et des familles, de pouvoir bénéficier de cette aide selon les modalités définies par la convention d'orientation susvisée.

Article 2 : La totalité des crédits 2011 soit 1 343 360 € visés à l'article 1 du présent arrêté est versée directement par le fonds national de solidarité active à l'organisme suivant: Conseil Général de Meurthe-et-Moselle 48, esplanade Jacques Baudot CO 90019 -54035 NANCY cedex

Article 3 : En qualité de gestionnaire de l'APRE, le Conseil Général de Meurthe et Moselle, percevra 5% des sommes engagées, pour couvrir les frais de gestion de la mesure APRE. Le Conseil Général est en charge du paiement de l'APRE aux bénéficiaires, sur la base de la prescription, des référents uniques du Conseil Général, des conseillers de Pôle Emploi, des Missions Locales au titre du RSA jeunes qu'ils soient ou non nommés référents uniques.

Article 4 : Le Conseil Général transmet un tableau de bord départemental de suivi de la consommation à la personne ressource-Monsieur Othman EDBAIECH de l'Unité Territoriale de la Meurthe et Moselle de la DIRECCTE Lorraine, désignée pour le suivi de la consommation de l'APRE dans le département, de la Meurthe et Moselle :

- d'une part, un état trimestriel

- et d'autre part, en cumul annuel, les indicateurs de suivi et d'évaluation suivants :

- Nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active dans le département, décline par Comité Territorial d'Insertion (C.T.I.),
- Nombre de bénéficiaires de l'APRE,
- Nombre et montant des aides attribuées,
- Détail des aides versées selon la typologie des aides définies dans le règlement départemental.

A cette occasion, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, en tant que gestionnaire de l'APRE fera part des observations et difficultés rencontrées ainsi que de l'efficacité de ces aides.

Article 5 : Pour l'année 2011, le versement des montants alloués au Conseil Général, organisme gestionnaire visé à l'article 2 sera réalisé par la Caisse des dépôts et consignations selon les modalités suivantes :

- Un premier versement d'un montant correspondant à la moitié de la somme interviendra à la notification du présent arrêté et du formulaire de la Caisse De dépôt et de Consignation ;
- Le solde interviendra au plus tard le 30 novembre 2011.

Article 6 : Toute modification dans la répartition des crédits fera l'objet d'un arrêté préfectoral modificatif qui sera adressé à la Caisse de Dépôt et Consignation avant le 30 novembre 2011 selon les mêmes modalités que l'arrêté initial.

Article 7 : Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE

Arrêté du 10 octobre 2011 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;

VU les propositions de l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les usagers

B) Représentant des associations complémentaires :

(1 membre)

TITULAIRE
Madame Dalila BOUADI
Déléguée nationale en région
de la Jeunesse au Plein Air
47-49, rue Isabey
54000 NANCY

En remplacement de Madame Isabelle GIFFART

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 10 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy Collectivités - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 1er avril 2011

Le soussigné DIDELOT Daniel

Trésorier de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général M. NORMAND Alexandre, Adjoint, Inspecteur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES entendant ainsi transmettre à Monsieur NORMAND Alexandre tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
NORMAND Alexandre
Inspecteur

Signature du mandant
DIDELOT Daniel
Chef de service comptable

le cas échéant,

donner délégation à M. NORMAND Alexandre, Adjoint, Inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
NORMAND Alexandre
Inspecteur

Signature du délégant
DIDELOT Daniel
Chef de service comptable

Vandoeuvre, le 1er avril 2011

Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson - Délégation de signature du 1er septembre 2011

Le Comptable du service des impôts des particuliers de PONT A MOUSSON,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A annexe II,
VU le livre des procédures fiscales,
VU le décret 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la Direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de Services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques,

DECIDE

Article 1er : De donner délégation de signature à Marie-Christine DEROUET, contrôleur principal des Finances Publiques, à l'effet de statuer sur les demandes de remises ou modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 €, de statuer sur les demandes de délais de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 2 000€.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Pont-à-Mousson, le 1er septembre 2011

Le Comptable des impôts, responsable du Service des Impôts des Particuliers,
Marie-Pierre ROUILLON

SIP de Nancy Nord-Est - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 1er septembre 2011

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique
Comptable, Responsable du SIP de NANCY Nord-Est

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général M. Dominique ROBERT, demeurant à 3 Rue Malglaive - 54110 VARANGEVILLE.
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY NORD EST, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFiP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération, d'effectuer des déclarations de créances, d'agir en Justice.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY NE, entendant ainsi transmettre à M. Dominique ROBERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Le Mandataire
L'Inspecteur,
Dominique ROBERT

Signature du mandant
Le Mandant
Le Comptable,
Dominique VOLLMAR

Nancy, le 1er septembre 2011

Trésorerie de Toul Collectivités - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 8 septembre 2011

Le soussigné André WIDLOECHER
Trésorier Principal de Toul Collectivités,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général M. Philippe MULLER, demeurant 105 rue de Manonville à 54113 Moutrot
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie principale de Toul Collectivités,
d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourront être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des Agents de l'Administration des Postes pour toute opération.

En conséquence lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie Principale de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à M. Philippe MULLER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Philippe MULLER

Signature du mandant
André WIDLOECHER

Toul, le 8 septembre 2011

Arrêté du 15 septembre 2011 portant délégation de signature

L'Administrateur Général des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment ses articles R.141-9 et R.144-3;

VU l'arrêté du 10 janvier 2007 relatif à la désignation du Commissaire du Gouvernement auprès des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, notamment l'alinéa 2 de l'article 1er ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Valérie GUYOT, inspecteur des finances publiques à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.
Nancy, le 15 septembre 2011

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Françoise NOITON

SIP de Nancy Sud-Est - Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature du 14 octobre 2011

La soussignée Mme Véronique BERNIER
Comptable, Responsable du SIP de NANCY SE

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Irène PIERINI Contrôleur des finances publiques.

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Irène PIERINI tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Le Mandataire
Irène PIERINI

Signature du mandant
Le Mandant
Véronique BERNIER

Nancy, le 14 octobre 2011

Décision de délégation de signature du 2 novembre 2011

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Mme Françoise NOITON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 5 mars 2010 fixant au 31 mars 2010 la date d'installation de Mme Françoise NOITON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

DELEGATIONS GENERALES

Article 1er : Délégation générale de signature est donnée à :

Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Monsieur Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, Monsieur Gabriel GANZENMULLER, administrateur des finances publiques, Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques.

Ceux-ci reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent ;

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 : Sont exclus du champ de la délégation accordée à M. Xavier HUMBERT, tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 11 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié.

Article 3 : Reçoivent pouvoirs de me représenter dans les différentes commissions, de se remplacer mutuellement et, en l'absence de l'administrateur général et des administrateurs des finances publiques, les mêmes pouvoirs, dans les mêmes conditions d'exercice, sans toutefois que l'empêchement puisse être invoqué par les tiers ou opposé à eux :

Monsieur Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,

Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,

Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux, Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

Monsieur Michel ROUSSEAU, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers,

Monsieur Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de France Domaine,

Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,

Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,
Monsieur Marc DERHAN, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,
Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

DELEGATIONS SPECIALES :

Article 4 : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à

1 - Pour la mission de maîtrise des risques

Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques

Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable

2 - Pour la mission d'audit

Reçoivent procuration pour procéder aux remises de services lors des changements de comptables, d'agents comptables et de régisseurs de l'Etat ou des collectivités, signer les procès-verbaux et notes, documents et lettres d'envoi, demandes de renseignements relatives à leurs attributions

Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Madame Mireille GOUSSARD, inspecteur principal des finances publiques, auditrice

Monsieur Yann LE-SAINT, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Monsieur Julien REMY, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des finances publiques, auditrice

Mademoiselle Stéphanie DREUX, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice

3 - Pour le secrétariat général et la communication

Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

En cas d'empêchement,

Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleur principal des finances publiques

4 - Pour la mission politique immobilière de l'Etat

Reçoit procuration pour signer tous documents relatifs à la politique immobilière de l'Etat et me représenter dans cette mission

Monsieur Jean-Pierre BEAUX, inspecteur divisionnaire des finances publiques

5 - Pôle gestion fiscale

Pour la Division Fiscalité des particuliers, missions foncières et patrimoniales et amendes

Monsieur Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,

Madame Nathalie SAULNIER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de l'équipe recouvrement

Madame Myriam NAUMANN, inspecteur des finances publiques, chargée des missions d'assiette

Madame Chrystelle MONTGAILLARD, inspecteur des finances publiques,

Mesdames Isabelle VICHARD et Agnès BOURGON, inspecteurs des finances publiques, chargées de la mission recouvrement.

En cas d'empêchement :

Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques

Elles sont autorisées à agir en justice et effectuer des déclarations de créances

Pour la Division Fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public

Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,

Madame Annie LECHNER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la contribution à l'audiovisuel public,

Madame Gwenaëlle CARRIOT, inspecteur des finances publiques, chargée des missions d'assiette et de recouvrement,

Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, Anne MICHEL, inspecteurs des finances publiques, chargées de la mission de contrôle fiscal.

En cas d'empêchement :

Madame Martine NOEL, contrôleur principal des finances publiques,

Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques.

Reçoivent procuration pour signer tous les courriers et pièces afférents aux missions de contrôle de la contribution à l'audiovisuel public, concernant les particuliers, les professionnels et les vendeurs de télévision ou dispositifs assimilés, ainsi que les dossiers afférents au surendettement en matière de contribution à l'audiovisuel public.

Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,

Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs des finances publiques.

Pour la Division Affaires juridiques - contentieux

Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,

Monsieur Jean-Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage des affaires juridiques et du contentieux

Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI et Bénédicte CRENN, inspecteurs des finances publiques, rédactrices,

Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des finances publiques.

6 - Pôle gestion publique

Pour la Division Dépense – Produits divers - Comptabilité et opérations de l'Etat

Monsieur Michel ROUSSEAU, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers,

- *Service Dépense de l'Etat :*

Reçoivent procuration pour signer les notes, documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejet relatifs aux attributions de leur service les réceptionnés, déclarations de recettes, reconnaissances de dépôts de valeurs, les certifications de règlement sur les mandats, sur les ordres de paiement et tous documents comptables, les extraits d'opposition et certificats de non-opposition, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont la liste suit :

Madame Eliane GRANIE, inspecteur divisionnaire des finances publiques

Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service « dépenses »

En cas d'empêchement :

Madame Marie-Christine JUHEL, contrôleur principal des finances publiques

Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques

Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques

- Service Produits divers :

Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur des finances publiques, chef du service recouvrement produits divers

En cas d'empêchement

Madame Jacqueline BIGEREL, contrôleur principal des finances publiques

Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

- Service "Dépôts et Services Financiers - Pôle Interrégional des Consignations" :

Mademoiselle Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers

Mademoiselle Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations ;

En cas d'empêchement

Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant de la Caisse des Dépôts et des Dépôts de Fonds Trésor ;

Madame Evelyne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant des Dépôts de Fonds Trésor ;

Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant du Pôle Interrégional des Consignations ;

Monsieur Bertrand FLOC'H, contrôleur des finances publiques, pour tous les actes relevant du Pôle Interrégional des Consignations.

- Service Comptabilité :

Madame Claire BERTRAND, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement

Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques

Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur des finances publiques

Mademoiselle Marie-France BIEHLER, et Monsieur Patrick REVEL-MOUROZ, agents d'administration principaux des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes.

Pour la Division Collectivités locales – Missions économiques

Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

Reçoivent procuration pour signer les états fiscaux, les comptes de gestion, les bordereaux de transmission, les demandes de renseignements, les accusés de réception, les récépissés et reçus divers, les lettres d'envoi et autres documents concernant l'ensemble des services constituant la division secteur public local et mission économique, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont les noms suivent :

Madame Bénédicte OLLIER, inspecteur des finances publiques, chargée de mission animation et expertise

Mademoiselle Emilie HECKLER, inspecteur des finances publiques, chargée de mission animation et expertise

Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques, chargé de mission

Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques, chef du service de la fiscalité directe locale

Mademoiselle Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques chargée de mission animation et expertise

Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques, chargé de mission « affaires économiques »

Madame Odile GAMBETTE, inspecteur des finances publiques, chargé de mission « affaires économiques »

En cas d'empêchement :

Messieurs Pascal AUBERT et Fabrice ARNET, contrôleurs principaux des finances publiques

Madame Nicole HENRY, contrôleur principal des finances publiques

7 - Pôle pilotage et ressources**Pour la Division Budget, logistique, immobilier, informatique**

Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,

Monsieur Nicolas PFOHL, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique

Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique

Monsieur Stéphane GAYRAUD, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.

Monsieur Stéphane LAMBERT, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé de l'informatique

En cas d'empêchement

Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques

Messieurs Olivier LAURENT et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

Pour la Division Gestion Ressources Humaines

Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,

Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines

En cas d'empêchement

Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Monsieur Luc SCHEFFMANN et Madame Céline HERVEUX contrôleurs principaux des finances publiques

Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques

Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours

En cas d'empêchement

Monsieur Francis NOEL et Madame Nicole LABRUSSE, contrôleurs des finances publiques.

Madame Michèle CHAUVILLE pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social

Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service

Monsieur Marc DERHAN, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,

Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques, adjointe à la stratégie, contrôle de gestion, qualité de service

Article 5 : La présente décision prend effet le 1er septembre 2011. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 novembre 2011

L'administrateur général des finances publiques,
directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Françoise NOITON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**AGRICULTURE - FORET - CHASSE**

Arrêté n° 333 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1990 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Thiaucourt-Regniéville ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1990 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville ;
 VU la demande de M. THOUVENIN Michel ;
 VU la demande de M. CIOLLI Serge, gérant du groupement forestier du Mont ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 28 septembre 1990 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Thiaucourt-Regniéville par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Thiaucourt-Regniéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. THOUVENIN Michel,
- M. CIOLLI Serge, gérant du groupement forestier du MONT.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental,
 La Directrice Adjointe,
 Mme FOTRE-MULLER

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Thiaucourt-Regniéville**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
Thiaucourt-Regniéville		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	AB	<u>M. JOLIVALT Eugène</u> 1 à 3, 5, 7 à 12 Pour un total de 77 ha 84 a 45 ca
	AD	<u>M. THOUVENIN Michel</u> 5 à 9
	AE	1 à 4
	AH	3 à 7, 22 Pour un total de 111 ha 13 a 54 ca
	AH	<u>Groupement Forestier du MONT</u> 8, 9 Pour un total de 54 ha 73 a 20 ca <u>Pour la chasse au gibier d'eau sont également exclus les terrains suivants :</u> <u>Etang de M. LAVAUX Pierre</u> Parcelle 92 et 93, lieu-dit « La cote » (l'exclusion ne porte que sur l'étang lui-même et les marais non asséchés qui l'entourent)

Arrêté n° 334 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Fey-en-Haye

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Fey en Haye ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Fey en Haye ;
 VU la demande de M. THOUVENIN Michel ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Fey en Haye.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Fey en Haye par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Fey en Haye sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Fey en Haye,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. THOUVENIN Michel.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Fey en Haye**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
Fey en Haye	ZA A	<p>Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p><u>M. THOUVENIN Michel</u></p> <p>1</p> <p>99</p> <p>Pour un total de 20 ha 17 a 65 ca</p> <p>Réservation de plus de 40 ha contigüe avec les communes de Thiaucourt-Regniéville, Limey-Remenauville et Vilcey sur Trey</p>

Arrêté n° 335 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenauville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Limey-Remenauville ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenauville ;

VU la demande de M. THOUVENIN Michel ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 13 juillet 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenauville.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Limey-Remenauville par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Limey-Remenauville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenauville,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. THOUVENIN Michel.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Limey-Remenauville**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
Limey-Remenauville		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A	<u>M. JACQUIN Jean-Marie</u> 1 à 5, 6 à 21, 23, 32, 35 à 39 Pour un total de 307 ha 00 a 00 ca
	A	<u>M. THOUVENIN Michel</u> 48, 49, 81, 82, 86 à 93 Pour un total de 76 ha 83 a 84 ca

Arrêté n° 336 du 20 octobre 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey-sur-Trey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Vilcey sur Trey ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey ;

VU la demande de M. THOUVENIN Michel ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 19 mai 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Vilcey sur Trey par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Vilcey sur Trey sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. THOUVENIN Michel.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey-sur-Trey**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
Vilcey-sur-Trey		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A	<u>Commune</u> 52, 53 Pour un total de 100 ha 00 a 00 ca
	A	<u>M. NOCOLAS Marcel</u> 3, 5, 124 Pour un total de 14 ha 82 a 10 ca Réservation de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Prény
	A	<u>M. HOLLINGER Jean</u> 10 à 16, 18, 19, 21 à 34, 49, 91, 96 à 98, 108, 111 à 119, 120, 121, 128 à 131 Pour un total de 86 ha 00 a 00 ca
		<u>M. ROBIN Victor</u>

	A	<u>34 à 38, 40 à 48, 110 à 123</u>
	B	<u>96, 97, 101, 136</u> <u>Pour un total de 28 ha 27 a 62 ca</u> <u>Réservation de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Villers-sous-Prény</u> <u>M. THOUVENIN Michel</u>
	C	<u>47 à 59, 61 à 63, 68, 69</u> <u>Pour un total de 65 ha 86 a 06 ca</u>

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/381, du 21 octobre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de Mont l'Etoit

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
 VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1990 portant institution de l'association foncière de MONT L'ETROIT ;
 VU la proposition du bureau de l'association foncière de MONT L'ETROIT en date du 18 décembre 2010 ;
 VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de MONT L'ETROIT en date du 05 février 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
 VU les statuts de l'association foncière de MONT L'ETROIT ;
 VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 07 octobre 2011 ;
 SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MONT L'ETROIT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 05 février 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MONT L'ETROIT, adressé au président de l'association foncière de MONT L'ETROIT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
 Toul, le 21 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Sous-Préfet de Toul,
 Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/394, du 25 octobre 2011, fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par les Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;
 VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement CE n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par les Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;
 VU le règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application de règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
 VU les articles D113-18 à D113-26 et R725-2 du code rural fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels ;
 VU l'article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;
 VU l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;
 VU le décret n° 2007-1334 et l'arrêté correspondant du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural ;
 VU le décret n° 2008-852 et l'arrêté correspondant du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural ;
 VU l'arrêté du 30 juillet 2010 pris en application du décret n° 2007-1334 du 11 septembre 2007 sus visé,
 VU les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe-et-Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977, 13 novembre 1978 et 7 septembre 2005 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres et aux normes usuelles du département de Meurthe-et-Moselle au titre de la campagne 2011 ;
 SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

Article 2 : Le stabilisateur pour la campagne 2011 est le suivant : 1,0000

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires et M. le président directeur général de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 25 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/395, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hoeville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 août 1999 portant institution de l'association foncière de HOEVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HOEVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 18 juillet 2011 du président de l'association foncière de HOEVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de HOEVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HOEVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HOEVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 2 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/396, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Serres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 août 1999 portant institution de l'association foncière de SERRES ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de SERRES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 25 juillet 2011 du président de l'association foncière de SERRES ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SERRES sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de SERRES.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de SERRES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 2 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/397, du 3 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Limey Remenauville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1973 portant institution de l'association foncière de LIMEY REMENAUVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LIMEY REMENAUVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 22 août 2011 du président de l'association foncière de LIMEY REMENAUVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de LIMEY REMENAUVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LIMEY REMENAUVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LIMEY REMENAUVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 3 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/398, du 2 novembre 2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Franconville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1973 portant institution de l'association foncière de FRANCONVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de FRANCONVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 22 juin 2011 du président de l'association foncière de FRANCONVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de FRANCONVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de FRANCONVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de FRANCONVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 2 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté du 7 octobre 2011 portant création d'une zone de protection de biotope des Mares de Saulxures-lès-Nancy et Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 ;
VU les articles L 411-1 à L 411-3 et L 415-1 à L 415-5 du code de l'environnement ;
VU les articles R 411-1, R 411-15 à R 411-17 et R 415-1 du code de l'environnement ;
VU l'Arrêté du 19 novembre 2007 n° DEVN0766175A fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation « nature », en date du 14 septembre 2011 ;
VU l'avis du président de la chambre départementale de l'agriculture en date du 23 juillet 2007 ;
VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saulxures-lès-Nancy en date du 27 mars 2007 qui est favorable à ce projet de création d'APB ;
VU le courrier en date du 12 mars 2007 de la mairie de Tomblaine qui est favorable à ce projet de création d'APB ;
CONSIDÉRANT les rapports scientifiques établis par le Conservatoire des Sites Lorrains et le bureau d'étude ECOLOR, les inventaires et analyses qu'ils comportent justifiant la protection du territoire considéré ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de garantir l'équilibre biologique des milieux et la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, la reproduction, au repos et à la survie des Tritons crêtés (*Triturus cristatus*), Tritons alpestres (*Triturus alpestris*), Tritons ponctués (*Triturus vulgaris*), Tritons palmés (*Triturus helveticus*), Crapaud commun (*Bufo bufo*), Grenouilles rousces (*Rana temporaria*), Grenouilles vertes (*Rana esculenta*) et du Lézard des souches (*Lacerta agilis*), ainsi qu'aux autres espèces animales et végétales présentes sur le site, il est instauré une zone de protection des biotopes sous la dénomination « Mares de Saulxures-lès-Nancy et Tomblaine »

DELIMITATION

Article 2 : Les mesures figurant dans le présent arrêté concernent les mares sur les lieux dits « Pré le Prêtre », « Aux vieux Moulins », « Joncs sans fontaine » et « Le pré Bertrand » sur les communes de SAULXURES-lès-NANCY et TOMBLAINE. Les parcelles cadastrales sont listées ci-dessous et indiquées sur le plan annexé au présent arrêté.

Commune	Lieu dit	Section	N° de parcelle	Surface (ha)
TOMBLAINE	Pré le Prêtre	AK	7	0,1118
			8	0,1780
			9	0,1105
			10	0,1760
			11	0,0672
			24	0,3073
			26	0,7545
			29	0,1745
TOMBLAINE	Aux vieux Moulins	AM	225	1,6109
SAULXURES-LES-NANCY	Joncs sans Fontaine	AX	1	0,8040
			2	0,0923
			425	0,0653
			4	0,0384
			5	0,6828
SAULXURES-LES-NANCY	Le pré Bertrand	AZ	248	0,1793

La surface totale couverte par l'arrêté est de 5 ha 35 a 28 ca.

MESURES DE PROTECTION

Article 3 : Afin de prévenir la destruction ou l'altération des biotopes par piétinement, arrachage, enlèvement de la végétation ou du substrat, sont interdits :

- La pénétration ou la circulation des personnes, en dehors des chemins prévus à cet effet. Ces dispositions ne s'appliquent pas pour remplir une mission de service public, dans le cadre des secours, à des fins professionnelles de recherche, d'exploitation ou d'entretien des espaces naturels, à des fins pédagogiques, pour les propriétaires ou leurs ayants-droits,
- La circulation de tous les véhicules à moteur, de quelque nature qu'ils soient, sur l'ensemble de la zone de protection,
- La pratique du vélo.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules utilisés :

- * Par les propriétaires et leurs ayants droits,
- * Pour remplir une mission de service public,
- * A des fins professionnelles de recherche, d'exploitation ou d'entretien des espaces naturels,
- * Dans le cadre des secours.
- Les activités de bivouac, camping, camping-caravaning, camping-car, mobile home ou toutes autres formes dérivées, sur la zone couverte par l'arrêté,
- L'exploitation des ressources minières, l'exploitation en vue de produire de l'énergie, sur le territoire de l'arrêté,
- Le remblaiement, le retournement des sols, le drainage de tout ou partie des terrains concernés par l'arrêté.

Article 4 : Afin de préserver les biotopes contre toutes atteintes susceptibles de nuire à la qualité des eaux, de l'air, du sol et du sous-sol, il est interdit :

- De jeter, déverser ou laisser écouler, d'abandonner, de déposer, directement ou indirectement tous produits chimiques ou radioactifs, tous matériaux, résidus, déchets ou substances de quelque nature que ce soit, en dehors des lieux prévus à cet effet, sur tout le territoire couvert par l'arrêté ;
- De modifier, par quelque moyen que ce soit, la température, le niveau et le débit des eaux ;
- De rejeter les eaux usées.

Article 5 : Les activités agricoles, pastorales et cynégétiques continuent à s'exercer librement par les propriétaires ou leurs ayants droit, conformément aux usages et régimes en vigueur pour l'exploitation et l'entretien courant des fonds ruraux, sous réserve des interdictions suivantes :

- L'épandage de produits phytosanitaires est interdit ;
- Les travaux de curage des mares concernés par l'arrêté sont interdits du 1^{er} janvier au 31 septembre ;
- L'écobuage, le brûlage d'une espèce végétale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non cultivée, le broyage des végétaux sur pied, le retournement des sols, sont strictement interdits sur l'ensemble de la zone ;
- Les plantations et reboisements effectués avec des essences végétales non spontanées ou allochtones sont interdites sur le territoire couvert par l'arrêté ;
- Il est interdit de porter ou d'allumer un feu.

Article 6 : Afin de ne porter préjudice ni aux milieux naturels ni à la faune et à la flore sauvages constitutives du biotope présent, il est interdit l'introduction dans le milieu naturel, volontairement, par négligence ou par imprudence :

- De tout spécimen d'une espèce animale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non domestique,
- De tout spécimen d'une espèce végétale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non cultivée.

Article 7 : Toutes constructions, installations ou ouvrages nouveaux, ainsi que tous travaux sont interdits à l'exception :

- De ceux et celles strictement nécessaires à l'entretien des espaces naturels,
- Des installations légères liées à des études scientifiques et actions éducatives tel que le balisage, les panneaux d'informations et les observatoires à l'exclusion d'autres aménagements,
- De ceux et celles liés à l'activité des services publics pour des motifs de sécurité publique.

COMITE CONSULTATIF

Article 8 : Il est créé un comité consultatif présidé par le préfet de Meurthe et Moselle ou son représentant. Le comité comprend :

- M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant,

- M. le Maire de SAULXURES-lès-NANCY, ou son représentant,
- M. le Maire de TOMBELAINE ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- Un représentant de l'organisme scientifique en assistance technique au gestionnaire,
- Un représentant des propriétaires privés.

Le comité consultatif se réunit à chaque fois que nécessaire et au moins une fois par an sur convocation de son président ou sur demande de l'un de ses membres.

Le comité consultatif donne son avis sur la gestion. Il est consulté sur le projet de plan de gestion. Il peut demander au gestionnaire la réalisation d'études scientifiques et recueillir tout avis en vue d'assurer la conservation, la protection et l'amélioration du milieu naturel de l'APB. Il donne son avis et propose des ajustements de gestion lors des bilans annuels.

SANCTIONS

Article 9 : Seront punis des peines prévues aux articles R. 415-1 du Code de l'environnement les infractions aux dispositions du présent arrêté.

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Article 10 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de la date de parution de la dernière forme de publicité.

EXECUTION ET PUBLICITE

Article 11 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera notifiée :

- à M. le maire de SAULXURES-lès-NANCY,
- à M. le maire de TOMBELAINE,
- aux propriétaires des parcelles concernées,
- à M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- à M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle,
- à M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- à M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- à M. le Directeur de l'Agence de l'eau Rhin Meuse,
- à M. le Directeur de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- à Mme la Directrice de la Délégation Inter-régionale de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage Alsace-Lorraine,
- à M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts,
- à M. le Directeur du Conservatoire des Sites Lorrains.

Une ampliation sera affichée en mairie de SAULXURES-lès-NANCY et TOMBELAINE, sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

Nancy, le 7 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté N° 2011/10-1 du 24 octobre 2011 fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

VU la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.414-4, R.414-19 et suivants,

VU le code rural,

VU le code du sport,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code des postes et des télécommunications électroniques,

VU le code de l'aviation civile,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n°2010-365 modifié du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000,

VU la consultation de l'instance de concertation élargie pour la gestion du réseau Natura 2000 du 26 avril 2011,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 14 septembre 2011,

VU l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 29 juin 2011,

VU l'accord du Général commandant la Région Terre Nord Est en date du 21 août 2011,

CONSIDÉRANT que certains enjeux de conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire concernent plus particulièrement les sites Natura 2000 désignés dans le département de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté définit la liste des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions, ci-après désignés par le terme générique « activités », soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 conformément au 2° du III de l'article L. 414-4 du Code de l'environnement dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, toute activité susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 peut faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 sur décision motivée du Préfet, dans les conditions prévues à l'article L. 414-4 IV bis du Code de l'Environnement.

Article 2 : Sont soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre du présent arrêté :

Au titre du code de l'urbanisme :

1°) Les constructions nouvelles soumises à permis de construire au titre de l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme dont la SHOB est supérieure à 300 mètres carré dès lors qu'elles sont localisées, en tout ou partie, dans un site Natura 2000 et à l'intérieur des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

2°) Les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol visés à l'alinéa h de l'article R. 421-9 du code de l'urbanisme dès lors qu'ils sont localisés, en tout ou partie, dans un site Natura 2000.

3°) Les travaux, installations et aménagements soumis à permis d'aménager et visés aux a, c, g, h, i, j de l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme dès lors qu'ils ont lieu, en tout ou partie, dans un site Natura 2000 et à l'intérieur des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

4°) Les travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable et visés aux c, e, g, h, j, k de l'article R. 421-23 du code de l'urbanisme dès lors qu'ils ont lieu, en tout ou partie, dans un site Natura 2000 et à l'intérieur des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

5°) Les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction soumis à permis de démolir au titre des articles R. 421-26 à R. 421-29 du code de l'urbanisme lorsqu'ils sont localisés, en tout ou partie, dans un site Natura 2000.

Au titre du code du patrimoine :

6°) La destruction ou le déplacement, même en partie, d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ainsi que les travaux de restauration, de réparation ou de modification quelconque soumis à autorisation au titre de l'article L. 621-9 du code du patrimoine dès lors qu'ils sont localisés, en tout ou partie, dans un site Natura 2000.

7°) Les fouilles ou les sondages archéologiques soumis à autorisation au titre de l'article L531-1 du code du patrimoine lorsqu'ils sont localisés, en tout ou partie, dans un site Natura 2000.

Au titre du code de l'environnement :

8°) Le schéma départemental de gestion cynégétique soumis à l'approbation du préfet au titre de l'article L. 425-1 du code de l'environnement,

9°) L'introduction dans le milieu naturel de tout spécimen d'une espèce animale ou végétale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non cultivée soumis à autorisation au titre de l'article L. 411-3 du code de l'environnement

10°) Les déclarations ou les autorisations simplifiées (dénommées enregistrements) visées aux articles L 512-7 et L 512-8 du code de l'environnement, des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques suivantes :

2330 - Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles

2780 - Compostage ou stabilisation biologique de déchets non dangereux ou matière végétale

2781 - Méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale

2210 - Abattage d'animaux

2220 - Préparation de produits alimentaires d'origine végétale

2221 - Préparation de produits alimentaires d'origine animale

2230 - Réception, stockage, traitement, transformation etc. du lait

2240 - Extraction et traitement des huiles végétales, huiles animales et corps gras

2250 - Distillation des alcools d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs

2251 - Préparation, conditionnement de vins

2252 - Préparation, conditionnement de cidre

2253 - Préparation, conditionnement de boissons

2101 - Elevage, transit, vente etc. de bovins

2102 - Elevage, vente, transit etc. de porcs

2110 - Elevage, transit, vente etc. de lapins

2111 - Elevage, vente etc. de volailles

dès lors que ces ICPE sont susceptibles d'épandre à l'intérieur d'un ou de plusieurs sites Natura 2000.

11°) Les déclarations ou les autorisations simplifiées (dénommées enregistrements) visées aux articles L 512-7 et L 512-8 du code de l'environnement, des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques suivantes :

1172 - Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement, très toxiques - A -

1173 - Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement, toxiques - B -

1175 - Emploi de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction ...

1190 - Emploi ou stockage dans un laboratoire de substances ou préparations très toxiques ou toxiques visées par les rubriques 1100 à 1189.

2340 - Blanchisserie, laverie de linge

2345 - Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement de textiles ou vêtements

2351 - Teintureries et pigmentation de peaux

2564 - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques

2565 - Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique

dès lors que ces ICPE sont susceptibles de présenter des rejets liés au processus industriel à l'amont hydraulique d'un ou plusieurs sites Natura 2000.

12°) Les déclarations ou les autorisations simplifiées (dénommées enregistrements) visées aux articles L 512-7 et L 512-8 du code de l'environnement, des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques suivantes :

2120 - Elevage, vente, transit ... de chiens,

2410 - Travail du bois et matériaux combustibles analogues

2515 - Broyage, concassage, criblage ... de pierres, cailloux, minerais et autres

produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes

2521 - Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers

2522 - Emploi de matériel vibrant pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés etc.

dès lors que ces ICPE sont situées à l'intérieur d'un ou de plusieurs sites Natura 2000.

13°) Les déclarations ou les autorisations simplifiées (dénommées enregistrements) visées aux articles L 512-7 et L 512-8 du code de l'environnement, des installations classées pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique suivante :

2113 - Elevage, vente, transit etc. d'animaux carnassiers à fourrure (exemple : vison)

14°) Les déclarations ou les autorisations simplifiées (dénommées enregistrements) visées aux articles L 512-7 et L 512-8 du code de l'environnement, de l'installation classée pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique suivante

2175 - Dépôts d'engrais liquide, risque technologique

dès lors qu'elle est située à l'amont hydraulique d'un ou plusieurs site(s) Natura 2000.

15°) les déclarations visées aux articles L. 512-7 et L. 512-8 du code de l'environnement, des installations classées pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique suivante : 2980 (Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent).

Au titre du code des postes et des communications électroniques :

16°) Les installations de relais de téléphonie mobile ou de satellite relevant de la servitude de l'article R20-55 du code des postes et télécommunications dès lors que l'installation se trouve, en tout ou partie, dans un site Natura 2000 et à l'intérieur des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

Au titre du code du sport et du code du tourisme :

17°) Les manifestations comportant la participation de véhicules terrestres à moteur et les rassemblements de véhicules terrestres à moteur soumis à déclaration ou à autorisation au titre des articles R331-6 à R331-34 du Code du Sport, organisées aussi bien sur ou en dehors des voies ouvertes à la circulation publique.

18°) Les manifestations sportives soumises à déclaration ou à autorisation au titre des articles R331-6 à R331-34 du Code du Sport, dès lors que le nombre total de personnes mobilisées (organisateurs, participants, accompagnateurs, spectateurs...) est susceptible d'atteindre ou de dépasser 600 personnes et que la manifestation est localisée, en tout ou partie, dans un site Natura 2000.

19°) Les plans des espaces, sites et itinéraires visés à l'article L. 311-3 du code du sport.

Au titre d'autres textes législatifs et réglementaires :

20°) Les zones de développement éolien mentionnées à l'article 10-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

21°) Les manifestations aériennes de moyenne ou de faible importance soumises à autorisation en application des articles L 133-1 et R 131-3 du code de l'aviation civile.

Article 3 : Au sens de présent arrêté, les zones dites non urbanisées sont définies comme suit :

- les zones classées N ou A d'un PLU (articles R 123-4 à R 123-8 du code de l'urbanisme),
- les zones qui ne sont pas classées constructibles dans une carte communale (article L 124-2 du code de l'urbanisme),
- les zones qui ne sont actuellement pas urbanisées au sens de l'article L 111-1-2 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Le présent arrêté entrera en vigueur 2 mois après sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans au moins un journal régional ou local diffusé dans tout le département.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur Départemental des Territoires, la Directrice Départementale de la Protection des Populations, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur Régional des Affaires Culturelles et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 octobre 2011
Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

DIRECTION

Arrêté du 9 novembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.113 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 19 septembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.113 du 27 octobre 2011 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER à M. Daniel BALY, adjoint ;
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 19 septembre 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État

Nancy, le 9 novembre 2011

La Chef du Service Navigation du Nord-Est
Corinne de LA PERSONNE

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Unité affaires transversales et contentieux

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 51810 du 14 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye

Par arrêté préfectoral n° 51810 en date du 14 novembre 2011, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de Velaine en Haye rue de la Poste HTAS chemin de la Poste, sur la commune de VELAINE-EN-HAYE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 59894 du 14 novembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Essey-et-Maizerais

Par arrêté préfectoral n° 59894 en date du 14 novembre 2011, Electricité de France a été autorisé à exécuter les travaux en vue de CRD 2 Essey et Maizerais - Ext. BTA SCI du Vieux Moulin route de St-Baussant RD 28 section ZK parcelle 63, sur la commune d'ESSEY-ET-MAIZERAIS.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT

Concours sur titres interne pour le recrutement de deux cadres de santé (filière infirmière) en date du 4 novembre 2011

Le Directeur,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière ;

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé ;

D E C I D E

Article 1er : un concours sur titres pour le recrutement de deux cadres de santé (filière infirmière) est ouvert au Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 2 : peuvent être admis à participer à ce concours :

- les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques, comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps ;
- les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, titulaires d'un diplôme d'accès aux corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel infirmier, de rééducation ou de personnel médico-technique.

Article 3 : les demandes d'admission à concourir devront parvenir au plus tard le 4 janvier 2012 à Madame le Directeur du Centre Hospitalier – Direction des Ressources Humaines – 1, rue Georges Lang – 88200 REMIREMONT.

Les candidats devront joindre à l'appui de leur demande :

1° copie des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires, et notamment le diplôme de cadre de santé ;

2° un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : la liste des candidats autorisés à prendre part au concours sur titres de cadre de santé (filière infirmière) est arrêtée par Madame le Directeur du Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 5 : la présente décision fera l'objet d'un affichage dans les locaux de l'Etablissement, des préfectures et sous-préfectures de la région et sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la région.

Remiremont, le 4 novembre 2011

Isabelle CAILLIER

